



PROE

Programme régional océanien
de l'environnement

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET POUR 2014

Budget-programme pour 2014

Introduction

Le budget-programme a été préparé conformément aux dispositions du Règlement financier du PROE et est exprimé en dollars É.-U. Le Secrétariat propose un budget équilibré, avec des recettes et dépenses estimées à 22 143 286 dollars É.-U.

Le format du budget-programme de 2014 est aligné sur les priorités du nouveau Plan stratégique 2011-2015. Il conserve toutefois des aspects de l'état récapitulatif des dépenses et des recettes du PROE, qui établit pour chaque cible un lien entre les sources de financement et les volets du budget de base et du budget des programmes.

Format du budget-programme

Le budget est structuré autour des quatre nouveaux programmes opérationnels du Secrétariat (changement climatique, biodiversité et gestion écosystémique, gestion des déchets et lutte contre la pollution, surveillance environnementale et gouvernance) et de la division Direction générale et services administratifs.

Ses deux principaux volets sont les suivants :

- a) le budget de base, qui est essentiellement financé par les contributions des Membres, les frais de gestion des programmes/projets et d'autres sources de financement diverses ; et
- b) le programme de travail qui est financé par les contributions des donateurs.

Le Tableau 1 présente un état récapitulatif des recettes et des dépenses totales escomptées.

Le Tableau 2 présente le budget de base. Les recettes du budget de base prévues pour 2014 s'élèvent à 3,54 millions de dollars, soit 12 % de plus qu'en 2013. Les dépenses du budget de base se répartissent comme suit : Direction générale et services administratifs (3,47 M\$), appui aux programmes (70 220 \$), Changement climatique (18 480 \$), Biodiversité et gestion écosystémique (19 770 \$), Gestion des déchets et lutte contre la pollution (14 910 \$) et Surveillance environnementale et gouvernance (17 060 \$).

Le Tableau 3 présente les dépenses du budget de base par type. Les frais de personnel devraient augmenter de 12,5 % par rapport à 2013. Le budget prévoit 50 432 dollars pour financer l'augmentation des traitements, soit 2 % des frais de personnel du budget de base. Faute de crédits, le Secrétariat propose de ne verser que 50 % du rajustement des traitements prévu pour 2012 (données annuelles du marché).

Le Tableau 4 résume le budget du programme de travail, dont les dépenses s'élèvent à 18,60 millions de dollars soit 2,88 millions ou 18,3 % de plus qu'en 2013. Ce montant comprend les produits reportés de l'exercice 2013 ainsi que de nouveaux financements.

Le Tableau 5 présente les dépenses du budget du programme de travail par type.

La présentation du budget-programme de 2014 commence par une brève introduction de la nouvelle priorité stratégique et définit son but. Elle aborde ensuite les objectifs, cibles, indicateurs de performance et activités prévus pour 2014. Ceux-ci correspondent au Plan stratégique du PROE et sont corrélés avec les crédits prévus au budget et les sources de financement identifiées.

Les prévisions budgétaires pour chaque résultat du Plan stratégique sont ventilées en trois catégories : frais de personnel, de fonctionnement et d'investissement. Lorsqu'un financement est « à identifier », son inclusion dans le budget repose sur l'existence d'une relation contractuelle formelle de sorte que la probabilité de l'obtenir en vue de son utilisation en 2014 soit au moins égale à 50 %. Sur la totalité des fonds requis pour 2014, 1,70 % des montants attendus des donateurs restent à identifier.

La liste des agents et des postes (pourvus, en cours de recrutement, vacants ou non financés) affectés à chaque programme est fournie pour donner aux Membres une idée des agents disponibles et des ressources humaines nécessaires à leur bonne exécution, dans la limite des financements disponibles.

Budget-programme pour 2014

Dépenses

Les dépenses proposées pour 2014 s'élèvent à 22 143 286 dollars, soit 3 260 784 dollars ou 17,2 % de plus que le budget approuvé pour 2013 (18 882 502 dollars).

Cette augmentation est essentiellement liée à plusieurs projets du FEM, qui comprennent le projet Prévention, contrôle et gestion des espèces allogènes envahissantes dans les îles du Pacifique (GEF-PAS) et le Projet océanien de réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables – SIDS Dock (PIGGAREP). À ceux-ci s'ajoutent le projet FINPAC (gouvernement finlandais), le projet de l'USAID sur l'adaptation écosystémique, le projet sur la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) financé par la CE et le PNUE et le projet sur les déchets financé par l'Union européenne.

L'augmentation des dépenses entraînera la hausse des financements accordés aux Membres, soit par le biais de subventions directes, soit dans le cadre d'une assistance financière visant des activités ou formations convenues dans les pays. Cette tendance à la hausse est susceptible de se poursuivre compte tenu des projets en cours et des projets en préparation pour lesquels un financement est attendu en 2014.

Recettes

Le budget de 2014 est essentiellement financé par les donateurs. Les fonds totaux disponibles pour l'exercice 2014 s'élèvent à 22 143 286 dollars É.-U. répartis comme suit : a) 3 541 690 dollars de recettes de base et de contributions des Membres ; et b) 18 601 596 dollars de financement de projets et de programmes provenant des partenaires de développement et des donateurs. La majeure partie (85,66 %) des recettes anticipées pour l'exercice provient des donateurs, contre 4,97 % pour les contributions annuelles volontaires des Membres (contributions impayées comprises) et 9,37 % pour les sources internes.

Les contributions annuelles volontaires des Membres s'élèvent à 1 049 414 dollars et ne représentent que 4,74 % des recettes totales pour 2014.

Le Secrétariat prévoit de toucher, en 2014, 1 474 676 dollars de frais de gestion de programmes, contre 1 120 509 dollars en 2013. Cette hausse est due à l'augmentation des financements de projets en cours ou à venir assurés par les donateurs à compter de janvier 2014. Il est important de noter que les frais de gestion de programmes ne sont pas prélevés sur les financements directs accordés aux Membres, comme la majorité des financements reçus des projets FEM-PNUD.

Documents présentés au titre du budget-programme pour 2013

- A. État récapitulatif des recettes et des dépenses (Tableau 1)
 - B. Financement du budget de base moins dépenses par programme (Tableau 2)
Financement du budget de base moins dépenses par type (Tableau 3)
 - C. Financement du programme de travail moins dépenses par programme (Tableau 4)
 - D. Financement du programme de travail moins dépenses par type (Tableau 5)
 - E. Composition des financements
 - F. Barème et allocation des contributions pour 2014
 - G. Présentation détaillée du budget-programme
 - H. Analyse budgétaire détaillée par résultat
 - I. Présentation détaillée du budget de fonctionnement des services administratifs
- Annexes – Diagramme 1 – Dotation budgétaire pour 2013 par division
Diagramme 2 – Dotation budgétaire pour 2014 par division
Diagramme 3 – Évolution du budget entre 2002 et 2014

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES ET DES RECETTES DU PROE - 2014 (montants en dollars É.-U.)									
	Budget approuvé pour 2013			Budget révisé pour 2013			Budget pour 2014		
	Base	Programme	Total	Base	Programme	Total	Base	Programme	Total
RECETTES	3,165,195	15,717,307	18,882,502	3,165,195	15,717,307	18,882,502	3,541,690	18,601,596	22,143,286
DÉPENSES									
DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS									
Haute direction	841,774	128,740	970,514	841,774	128,740	970,514	1,163,009	171,374	1,334,383
Services généraux	1,279,225		1,279,225	1,279,225		1,279,225	1,534,064		1,534,064
Information et communications	976,456		976,456	976,456		976,456	1,008,991	138,732	1,147,723
Direction générale et services administratifs	3,097,455	128,740	3,226,195	3,097,455	128,740	3,226,195	3,706,064	310,106	4,016,170
PROGRAMMES									
Changement climatique	17,600	10,240,208	10,257,808	17,600	10,240,208	10,257,808	18,480	9,406,013	9,424,493
Biodiversité et gestion écosystémique	19,440	2,914,016	2,933,456	19,440	2,914,016	2,933,456	19,770	3,468,417	3,488,187
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	14,090	1,007,050	1,021,140	14,090	1,007,050	1,021,140	14,910	3,924,168	3,939,078
Surveillance environnementale et gouvernance	16,610	1,427,293	1,443,903	16,610	1,427,293	1,443,903	17,060	1,492,892	1,509,952
Total programmes	67,740	15,588,567	15,656,307	67,740	15,588,567	15,656,307	70,220	18,291,490	18,361,710
TOTAL GÉNÉRAL	3,165,195	15,717,307	18,882,502	3,165,195	15,717,307	18,882,502	3,776,284	18,601,596	22,377,880
Excédent/(Déficit) net	-			0	0	0	(234,594)	0	(234,594)

Tableau 1 : État récapitulatif des dépenses et des recettes 2014

BUDGET DE BASE

(montants en dollars E.-U.)

	Budget approuvé 2013	Budget révisé 2013	Budget 2014	Evolution %
RECETTES				
Contributions des Membres	935,572	935,572	1,049,414	12.17
Contributions impayées	50,000	50,000	50,000	
Nouvelles contributions des Membres	178,936	178,936	-	
Intérêts	350,000	350,000	300,000	14.00
Financement par les bailleurs	222,000	222,000	250,000	12.60
Divers	300,000	300,000	300,360	0.01
Services de gestion des programmes	1,128,687	1,128,687	1,474,676	30.65
À identifier			117,240	
RECETTES ET REPORTS	3,165,195	3,165,195	3,541,690	
DÉPENSES				
Direction générale et services administratifs	3,097,455	3,097,455	3,471,470	12.07
Changement climatique	17,600	17,600	18,480	5.00
Biodiversité et gestion écosystémique	19,440	19,440	19,770	1.60
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	14,090	14,090	14,910	5.80
Surveillance environnementale et gouvernance	16,610	16,610	17,060	2.70
DEPENSES TOTALES	3,165,195	3,165,195	3,541,690	
Excedent/(Déficit) net	-	-	-	

Tableau 2 Financement du budget de base moins dépenses par programme

	Budget approuvé 2013	Budget révisé 2013	Budget 2014	Evolution %
RECETTES ET REPORTS				
RECETTES				
Contributions des Membres	935,572	935,572	1,049,414	12.17
Contributions impayées	50,000	50,000	50,000	
Nouvelles contributions des Membres	178,936	178,936	-	
Intérêts	350,000	350,000	300,000	14.00
Financement par les bailleurs	222,000	222,000	250,000	12.60
Divers	300,000	300,000	300,360	0.01
Services de gestion des programmes	1,128,687	1,128,687	1,474,676	30.65
À identifier			117,240	
RECETTES ET REPORTS	3,165,195	3,165,195	3,541,690	
DÉPENSES				
Personnel	1,947,090	1,947,090	2,192,114	12.58
Dépenses en capital	81,500	81,500	115,400	41.59
Consultants	39,500	39,500	250,500	534.17
Déplacements officiels	133,000	133,000	140,000	5.26
Frais généraux et fonctionnement	643,605	643,605	531,176	-17.46
Amélioration des résultats du personnel	50,000	50,000	50,000	
Manifestations spéciales (dont Conférence du PROE)	213,500	213,500	218,000	2.10
Formation (y compris ateliers et réunions)	57,000	57,000	44,500	-2.19
DEPENSES TOTALES	3,165,195	3,165,195	3,541,690	
Excedent/(Déficit) net	-	-	-	

Tableau 3: Financement du budget de base moins dépenses par type de dépense

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL
(montants en dollars É.-U.)

	Budget 2013	Budget révisé 2013	Budget 2014
RECETTES			
Financement de programmes			
AusAID	1,400,584	1,400,584	2,493,236
NZAID	1,008,390	1,008,390	1,096,380
Financement direct			
Banque asiatique de développement	119,260	119,260	987,752
AusAID	1,830,210	1,830,210	371,266
Union européenne	-	-	2,444,790
Institut météorologique finlandais	368,385	368,385	604,406
AFD	272,025	272,025	293,700
OMI	55,000	55,000	55,000
Japon	193,500	193,500	-
NZXXB	70,440	70,440	-
NOAA	-	-	30,000
Ramsar	86,045	86,045	85,000
Taiwan-République de Chine	40,000	40,000	-
FEM-PNUD	7,321,682	7,321,682	6,135,968
PNUE	1,392,208	1,392,208	2,548,919
USAID	859,715	859,715	651,138
Autres donateurs	354,705	354,705	545,292
À identifier	345,158	345,158	258,749
Recettes totales	15,717,307	15,717,307	18,601,596
DÉPENSES			
Changement climatique	10,240,208	10,240,208	9,406,013
Biodiversité et gestion écosystémique	2,914,016	2,914,016	3,468,417
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	1,007,050	1,007,050	3,924,168
Surveillance environnementale et gouvernance	1,427,293	1,427,293	1,492,892
Direction générale et services administratifs	128,740	128,740	310,106
Dépenses totales	15,717,307	15,717,307	18,601,596
Excédent/(Déficit) net	-	-	-

Tableau 4 : Financement du budget du programme de travail moins dépenses par programme

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL
(montants en dollars É.-U.)

	Budget 2013	Budget révisé 2013	Budget 2014
RECETTES			
Financement de programmes			
AusAID	1,400,584	1,400,584	2,493,236
NZAID	1,008,390	1,008,390	1,096,380
Financement direct			
Banque asiatique de développement	119,260	119,260	987,752
AusAID	1,830,210	1,830,210	371,266
Union européenne	-	-	2,444,790
Institut météorologique finlandais	368,385	368,385	604,406
AFD	272,025	272,025	293,700
OMI	55,000	55,000	55,000
Japon	193,500	193,500	-
NZXXB	70,440	70,440	-
NOAA	-	-	30,000
Ramsar	86,045	86,045	85,000
Taiwan-République de Chine	40,000	40,000	-
FEM-PNUD	7,321,682	7,321,682	6,135,968
PNUE	1,392,208	1,392,208	2,548,919
USAID	859,715	859,715	651,138
Autres donateurs	354,705	354,705	545,292
À identifier	345,158	345,158	258,749
Recettes totales	15,717,307	15,717,307	18,601,596
DÉPENSES PAR TYPE			
Personnel	3,643,254	3,643,254	4,500,641
Consultant	1,489,013	1,489,013	2,579,793
Frais généraux et fonctionnement	1,074,503	1,074,503	1,351,489
Capital (équipements inclus)	47,450	47,450	164,279
Déplacements officiels	1,231,892	1,231,892	1,007,315
Formation (y compris ateliers et réunions)	1,589,930	1,589,930	1,535,168
Subventions	6,641,265	6,641,265	7,462,911
Dépenses totales	15,717,307	15,717,307	18,601,596
Excédent/(Déficit) net	-	-	-

Tableau 5 : Financement du budget du programme de travail moins dépenses par type de dépense

COMPOSITION DES FINANCEMENTS - PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2014

<u>SOURCES DE FINANCEMENT DU BUDGET</u>	<u>% du budget total</u>	<u>TOTAUX</u>
I) Budget de base		1,099,414
- Contributions actuelles des membres	4.74%	1,049,414
- Arriérés de contribution	0.23%	50,000
II) Autres recettes		600,360
- Intérêts	1.35%	300,000
- Autres recettes	1.36%	300,360
III) Services de gestion des programmes		1,474,676
- Services de gestion des programmes	6.66%	1,474,676
IV) Financement externe		
A). Financement bilatéral		4,905,720
Australie		
- AusAID - Extra-budgétaire	11.26%	2,493,236
- AusAID - Extra extra-budgétaire	1.68%	371,266
France		
- Gouvernement français	1.33%	293,700
Japon	0.00%	-
Nouvelle-Zélande		
- NZAID - Extra-budgétaire	4.95%	1,096,380
ETATS-UNIS		
- USAID	2.94%	651,138
B). Financement multilatéral		13,161,835
- Banque asiatique de développement	4.46%	987,752
- Union européenne	11.04%	2,444,790
- Gouv. finlandais	2.73%	604,406
- Fonds pour l'environnement mondial – SIDS Dock	4.64%	1,026,352
- Fonds pour l'environnement mondial - PNUD	23.08%	5,109,616
- Organisation maritime internationale	0.25%	55,000
- Secrétariat de la Convention de Ramsar	0.38%	85,000
- République de Chine	0.68%	150,000
- CE/PNUD	1.92%	425,195
- FEM/PNUD	8.89%	1,968,564
- PNUD	0.70%	155,160
C). Autres		675,292
- Donateurs divers	3.05%	675,292
TOTAL FINANCEMENTS IDENTIFIÉS		\$21,767,297
TOTAL FINANCEMENTS A IDENTIFIER	1.70%	\$375,989
TOTAL PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES	100.00%	\$22,143,286

**BARÈME ET ALLOCATIONS DES CONTRIBUTIONS DES MEMBRES
POUR L'EXERCICE 2014**

	<i>Barème approuvé du PROE</i>	<i>Quotes-parts actuelles</i>
	%	\$
Samoa américaines	0.952%	10,184
Australie	17.303%	185,106
Îles Cook	0.952%	10,184
États fédérés de Micronésie	0.952%	10,184
Fidji	1.903%	20,360
France	12.545%	134,202
Polynésie française	1.903%	20,360
Guam	1.903%	20,360
Kiribati	0.952%	10,184
Îles Marshall	0.952%	10,184
Nauru	0.952%	10,184
Nouvelle-Calédonie	1.903%	20,360
Nouvelle-Zélande	12.545%	134,202
Nioué	0.952%	10,184
Mariannes du Nord	0.952%	10,184
Palaos	0.952%	10,184
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.903%	20,360
Samoa	1.903%	20,360
Îles Salomon	1.903%	20,360
Tokélaou	0.952%	10,184
Tonga	0.952%	10,184
Tuvalu	0.952%	10,184
Royaume-Uni	12.545%	134,202
États-Unis d'Amérique	17.460%	186,787
Vanuatu	1.903%	20,360
Wallis et Futuna	0.952%	10,184
Total	100.000%	1,069,774

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE

Objectif : D'ici 2015, tous les Membres auront renforcé leur capacité de riposte au changement climatique en améliorant leurs politiques, en mettant en œuvre des mesures pratiques d'adaptation, en améliorant la résistance des écosystèmes aux impacts du changement climatique et en exécutant des initiatives visant un développement à faible intensité de carbone

Contexte stratégique

Cette priorité du Plan stratégique découle directement des priorités des ÉTIO concernant le changement climatique qui, si elles sont ignorées, représentent un obstacle majeur à la réalisation de leurs objectifs de développement durable. Le PROE continuera donc en 2014 d'appuyer la mise en œuvre des priorités des ÉTIO en matière d'adaptation et d'atténuation en adoptant des approches intégrées et coopératives.

Il continuera d'apporter une assistance et un appui techniques aux activités mises en œuvre sur le terrain par le biais du PACC, du PIGGAREP, de l'Initiative internationale d'adaptation au changement climatique (ICCAI), de l'OMM dans le cadre du Partenariat pour le Bureau météorologique océanique, de la NOAA dans le cadre de l'observation des océans par le biais du PI-GOOS et des services météorologiques et climatologiques de la région grâce au partenariat précité, et de l'USAID dans le cadre des travaux d'adaptation menés à Kiribati et aux Îles Salomon (Choiseul). Le PROE continuera d'être l'un des principaux artisans de l'élaboration de la « nouvelle » stratégie régionale intégrée pour le changement climatique et la gestion des risques de catastrophe. Il continuera également d'assurer les fonctions de secrétariat pour le Conseil météorologique océanique (CMO) et la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique (PCCR). Il participera par ailleurs aux autres mécanismes de coordination régionale du changement climatique tels que le Sous-comité du CORP sur le changement climatique et son groupe d'appui de haut niveau (WACC).

Les nouveaux programmes comprendront le projet Finlande-Océanie pour la réduction de la vulnérabilité des moyens de subsistance des pays insulaires du Pacifique sous l'effet du changement climatique (FINPAC) et le Programme pilote pour la résistance aux chocs climatiques (PCCR) financé par les Fonds d'investissement climatiques et par le biais de la BASD. Le PROE continuera en 2014 de veiller à la communication et la collaboration efficaces entre ces nouveaux programmes et les programmes régionaux et nationaux existants.

Le Programme australien pour la science et l'adaptation au changement climatique dans le Pacifique (PACCSAP) prend fin en 2013 et réduira considérablement la capacité du PROE à répondre aux priorités des ÉTIO dans ce domaine. Cela dit, le PROE ne doute pas qu'il continuera de coopérer avec l'AusAID et d'autres administrations australiennes, telles que le ministère du Changement climatique, le Bureau de météorologie et le CSIRO, à la reproduction de programmes existants ou à la mise en œuvre de nouveaux programmes. Parmi les autres grands enjeux de 2014, citons les phases finales du PACC et du PIGGAREP, dont la viabilité à long terme est menacée. Le Secrétariat est en pourparlers avec les donateurs et partenaires pour assurer la continuité de ces deux programmes grâce à l'expansion ou à la reproduction des activités actuelles ayant produit de bons résultats.

La mise en œuvre de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique (PIMS) et de la Stratégie de communication sur le changement climatique dépend également du soutien des donateurs et le Secrétariat tient à aborder la question du financement et du soutien technique éventuellement disponibles à cette fin.

Les activités prévues pour 2014 comprennent :

- Soutien continu au suivi et à l'évaluation des enseignements tirés de la mise en œuvre du PIFACC
- Soutien continu à la mise en œuvre, au suivi-évaluation, au partage des enseignements et à la réalisation du bilan du PACC et du PIGGAREP
- Collaboration avec la GIZ concernant l'amélioration du Portail océanien sur le changement climatique (PCCP) et le projet Faire face au changement climatique en Océanie (CCPIR)
- Collaboration avec la CPS et l'AMCC (UE) concernant le projet sur les petits États insulaires océaniques (PSIS)
- Soutien continu au renforcement des capacités nationales en matière d'accès aux ressources sur le changement climatique et à la mise en œuvre sur le terrain
- Formation et assistance en matière de communication concernant les négociations et les processus de la CCNUCC
- Renforcement des capacités nationales sur l'application et la diffusion des données scientifiques sur le changement climatique, notamment du SMOC et du GOOS

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette division :

<u>Nom</u>	<u>Poste</u>
Netatua PELESIKOTI	Directrice de la division Changement climatique
Joyce TULUA	Secrétaire de la Directrice/Assistante de division
Azarel MARINER	Assistante technique sur le changement climatique
Espen RONNEBERG	Conseiller en changement climatique
Neville KOOP	Conseiller en météorologie et climatologie (Secrétariat du Commonwealth)
Salesa NIHMEI	Spécialiste de la météorologie et de la climatologie
Rachael DEMPSEY	Spécialiste du changement climatique (GIZ)
Aaron BUNCLE	Économiste des ressources naturelles (Secrétariat du Commonwealth)
Tagaloa COOPER	Conseillère en coordination sur le changement climatique (en collaboration avec la CPS)
Philip WILES	Chargé du PI-GOOS
Makelesi GONELEVU	Spécialiste de la gestion des connaissances
Taito NAKALEVU	Directeur du PACC
Peniamina LEAVAI	Chargé de la planification de l'adaptation (PACC)
Naheed HUSSEIN	Chargé des opérations et des finances (PACC)
Diane MCFADZIEN	Conseillère en adaptation au changement climatique
Carlo IACOVINO	Chargé de la communication sur le changement climatique (50 % avec la division Biodiversité et gestion écosystémique)
Siliá UALESÍ	Responsable du PIGGAREP
Rodney LUI	Chargé de la surveillance et de l'évaluation du changement climatique
Nixon KUA	Responsable de l'atténuation du changement climatique
Christina LEALA-GALE	Responsable du FINPAC
Vacant	Responsable du SMOC-IP
4 nouvelles recrues	prévues pour le PPCR

Volet : CC1 – Mise en œuvre de mesures d’adaptation

OBJECTIF : Aider les Membres à élaborer et mettre en œuvre des mesures appropriées d’adaptation et de réduction des risques de catastrophes

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																																	
CC1 : Mise en œuvre de mesures d’adaptation																																					
CC1.1 – Stratégie : Aider les Membres à élaborer et mettre en œuvre des mesures appropriées d’adaptation et de réduction des risques de catastrophes																																					
C1.1.1 L’adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, est intégrée dans les politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels et mise en œuvre grâce à des dispositions institutionnelles coordonnées bénéficiant d’environnements favorables à tous les niveaux et dans tous les secteurs ; les activités d’adaptation et d’atténuation sont intégrées pour éviter tout effet délétère sur les écosystèmes.	1.1.1.1 Au moins 10 ÉTIO ont intégré l’adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, et la réduction des risques dans leurs stratégies nationales de développement durable (SNDD), ou leurs équivalents, et des ressources ont été mobilisées en vue de leur mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant intégré l’adaptation au changement climatique à leurs stratégies nationales de développement 	<ol style="list-style-type: none"> Au moins 2 pays reçoivent un appui en vue de l’élaboration de Plans d’action nationaux conjoints (JNAP). Au moins 2 pays reçoivent une assistance en vue de l’intégration du changement climatique dans les politiques et stratégies sectorielles et outils d’intégration élaborés dans le cadre du PPCR régional Activités de communication, de diffusion et de sensibilisation aux politiques nationales adoptées, y compris par le biais du Portail océanien sur le changement climatique Directive nationale sur la gestion des déchets des catastrophes climatiques élaborée Intégration des considérations liées au changement climatique dans le manuel d’exploitation d’un site d’élimination des déchets, en vue de leur utilisation dans d’autres structures connexes Ouvrages réalisés pour renforcer la résistance au changement climatique et améliorer un site d’élimination dans un pays pilote (amélioration du drainage, clôturage et entreposage à moyen terme de matières dangereuses) Au moins deux ateliers de formation organisés dans un pays pilote pour renforcer les capacités des agents locaux sur les applications des manuels/directives élaborés en vue de la gestion intégrée des décharges et du recyclage des déchets pour réduire la vulnérabilité au changement climatique liée aux déchets Soutien technique du PACC aux activités d’intégration apporté dans au moins 6 pays 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 1 022 325</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d’investissement</td> </tr> <tr> <td>136 666</td> <td>879 758</td> <td>5 900</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>BAsD</td> <td>493 876</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>66 362</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AUXXB</td> <td>14 740</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog. PNUD-FEM</td> <td>1 663</td> <td></td> </tr> <tr> <td>USAID</td> <td>407 488</td> <td></td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td>36 380</td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td>1 815</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 1 022 325			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement	136 666	879 758	5 900	Source de financement			BAsD	493 876		AUXB	66 362		AUXXB	14 740		Soutien aux prog. PNUD-FEM	1 663		USAID	407 488		À identifier	36 380			1 815	
				Sous-total – 1 022 325																																	
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement																															
				136 666	879 758	5 900																															
Source de financement																																					
BAsD	493 876																																				
AUXB	66 362																																				
AUXXB	14 740																																				
Soutien aux prog. PNUD-FEM	1 663																																				
USAID	407 488																																				
À identifier	36 380																																				
	1 815																																				

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																																	
			9. Un document, rédigé par un spécialiste, identifiant les principaux enjeux et défis liés à l'intégration du changement climatique et des risques de catastrophes dans les plans sectoriels et nationaux dans le Pacifique. 10. Évaluation rapide et rapport réalisés sur l'adaptation écosystémique dans le cadre de l'intégration 11. Évaluations économiques de l'adaptation écosystémique réalisées pour des sites spécifiques 12. Méthodes d'évaluation rapide de l'adaptation écosystémique modifiées et testées pour intégrer le climat et les risques de catastrophes																																		
	1.1.1.2 D'ici 2015, les enseignements des efforts d'adaptation déployés dans la région — y compris dans le cadre du Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC) — auront été documentés dans tous les pays participants et reproduits dans d'autres secteurs dans au moins cinq pays participant à ce projet	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant documenté les enseignements du PACC et d'autres initiatives 	1. Mise en œuvre de projets pilotes dans les secteurs associés au littoral, à la sécurité et la production alimentaires et à l'eau dans au moins 7 ÉTIO 2. Synthèse des rapports de l'analyse coûts-avantages 3. Rapport de synthèse des activités d'adaptation tenant compte des sexes dans au moins 7 ÉTIO mettant en œuvre le PACC 4. Études de cas élaborées et appliquées à partir des expériences et des enseignements tirés de la mise en œuvre du PACC dans les pays 5. Communication et documentation des enseignements du PACC en se fondant sur les activités nationales. 6. Communication et documentation des enseignements du projet de Kiribati et du PACC+ 7. Mécanisme régional de soutien technique opérationnel pour résister aux impacts du changement climatique et aux catastrophes naturelles connexes 8. Mécanisme précité jugé « satisfaisant » par au moins 20 % des clients dans le cadre du suivi-évaluation 9. Élaboration d'un guide ou manuel sur les meilleures pratiques concernant les processus de développement de l'adaptation dans le secteur de la gestion des déchets	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 3 974 901</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>111 233</td> <td>3 852 568</td> <td>11 100</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>BASD</td> <td>493 876</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>43 732</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PNUD-FEM</td> <td>1 692 792</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PNUD (AusAID)</td> <td>1 556 506</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PNUE-FEM</td> <td>5 000</td> <td></td> </tr> <tr> <td>USAID</td> <td>181 180</td> <td></td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td>1 815</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 3 974 901			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	111 233	3 852 568	11 100	Source de financement			BASD	493 876		AUXB	43 732		PNUD-FEM	1 692 792		PNUD (AusAID)	1 556 506		PNUE-FEM	5 000		USAID	181 180		À identifier	1 815	
Sous-total – 3 974 901																																					
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																																			
111 233	3 852 568	11 100																																			
Source de financement																																					
BASD	493 876																																				
AUXB	43 732																																				
PNUD-FEM	1 692 792																																				
PNUD (AusAID)	1 556 506																																				
PNUE-FEM	5 000																																				
USAID	181 180																																				
À identifier	1 815																																				

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
			<ol style="list-style-type: none"> 10. Base de données créée sur les technologies et mesures d'adaptation adaptées au Pacifique dans le cadre du Portail océanien sur le changement climatique. 11. Bilan dressé d'au moins 5 études de cas sur l'adaptation. 12. Supports de sensibilisation à l'adaptation écosystémique élaborés 13. Assistance en matière de renforcement des capacités et orientations sur l'intégration de l'adaptation écosystémique dans le processus de révision des PANSB mises en œuvre 			
		<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de Membres ayant reproduit ces enseignements dans d'autres secteurs 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Formation sectorielle sur la vulnérabilité et l'adaptation (sécurité alimentaire, eau, processus et aménagement côtiers) et évaluation des risques 2. Activités de transposition à une plus grande échelle du PACC + menées dans au moins 3 pays 3. Formation technique sur la gestion de l'eau assurée à Kiribati 			
CC1.2 – Stratégie : Amélioration des partenariats et de la participation de l'ensemble des intervenants régionaux et internationaux, et renforcement des actions coordonnées de réduction des risques des incidences du changement climatique en conformité avec les dispositions du Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques révisé, à l'appui des initiatives et priorités nationales						
C1.1.2 Les initiatives régionales et la prestation des services ayant trait à la lutte contre le changement climatique sont bien coordonnées et cohérentes	1.1.2.1 D'ici 2015, tous les projets d'adaptation seront conformes aux objectifs régionaux approuvés	1. Évaluation satisfaisante de la coordination des activités d'adaptation	<ol style="list-style-type: none"> 1. Appui aux travaux de la PCCR, pour permettre une meilleure coordination régionale de l'adaptation 2. Décisions de la PCCR dûment mises en œuvre 3. Grille électronique sur les travaux d'adaptation menés dans la région élaborée et reliée au Portail sur le changement climatique. 4. Participation à la réunion des Partenaires de développement sur le changement climatique (DPCC) 5. Participation au Sous-comité du CORP sur le changement climatique et à son groupe de travail (WACC). 6. Activités d'adaptation écosystémique mises en œuvre conformément au PIFACC 	Sous-total – 109 287		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				54 927	54 360	0
				Source de financement		
				AUXB 46 011		
				AUXXB 14 733		
				Soutien aux prog. 1 663		
				PNUD-FEM 42 400		
				À identifier 4 480		

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
		2. Systèmes de gestion régionaux et efficaces en place à l'appui des projets	<ol style="list-style-type: none"> Rapports sur les enseignements du PACC produits dans les délais prescrits et évaluation des progrès accomplis par rapport aux objectifs annuels Élaboration et approbation de plans de travail régionaux et nationaux pluriannuels Élaboration et approbation de plans de travail annuels Plans de travail et rapports trimestriels approuvés et fonds octroyés 			
C1.1.3 Le financement et l'aide technique offerts par les partenaires de développement dans le domaine du changement climatique sont coordonnés et harmonisés afin de maximiser les avantages pour les Membres	1.1.3.1 D'ici 2015, les ressources consacrées à l'adaptation auront sensiblement augmenté ; augmentation des fonds décaissés et du nombre de projets mis en œuvre	3. Augmentation en pourcentage des financements annuels consacrés à l'adaptation par rapport au niveau de 2010	1. Demande d'accréditation en tant qu'institution régionale de mise en œuvre soumise au Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto	Sous-total – 62 799		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
		2. Augmentation en pourcentage du nombre annuel de projets d'adaptation mis en œuvre par rapport au niveau de 2010	<ol style="list-style-type: none"> Voir 1.1.1.1 et 1.1.1.2 Au moins deux pays recevant une assistance pour mettre en œuvre des projets dans le cadre du Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto. Projets régionaux d'adaptation coordonnés par d'autres organisations partenaires du PROE : CPS-GIZ, CPS-UE, PIF-UE, PACCSAP, etc. Résultats de la deuxième phase de l'ICCAI reproduits dans d'autres pays insulaires océaniques. 	40 194	22 605	0
		Source de financement				
				AUXB	41 136	
				AUXXB	20 000	
				Soutien aux prog.	1 663	
CC2 : Amélioration de la capacité, des connaissances et de la compréhension du changement climatique et de la réduction des risques						
CC2.1 – Stratégie : Développer et renforcer les capacités d'exécution de programmes de recherche appliquée, d'observation et de surveillance météorologiques pour améliorer la compréhension, la sensibilisation et les applications de riposte ciblée au changement climatique et de réduction associée des risques de catastrophes						
C1.2.1a Capacités d'adaptation et de réduction des risques renforcées et processus décisionnels et actions fondés sur un système intégré mis en œuvre grâce à une meilleure compréhension des tendances, prévisions et impacts du changement climatique et des phénomènes extrêmes	1.2.1.1 D'ici 2015, au moins 10 Membres auront renforcé leur capacité institutionnelle et disposeront des compétences nationales nécessaires pour utiliser les informations sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe lors de la prise de décision et de l'élaboration de politiques opportunes	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres tenant compte des connaissances sur le changement climatique et des informations sur la gestion des risques de catastrophe aux fins de l'élaboration de politiques 	<ol style="list-style-type: none"> Participation à la feuille de route régionale sur le changement climatique et sur la gestion des risques de catastrophes Amélioration de la capacité des agents et institutions œuvrant dans le domaine climatique et gérant le PACC Formation des spécialistes régionaux et nationaux à l'utilisation du manuel sur la dimension hommes-femmes et le changement climatique et application aux projets et programmes sur le changement climatique Ateliers de formation organisés et directives élaborées pour renforcer les capacités humaines et institutionnelles en vue de l'intégration des considérations liées au changement climatique dans le secteur de la gestion des déchets. 	Sous-total – 1 992 198		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				349 426	1 508 343	134 429
				Source de financement		
				AUXB	65 252	
				AUXXB	64 392	
				Gouv. finlandais	551 186	
				Soutien aux prog.	1 663	
				CPS/UE	52 876	
				PNUD-FEM	562 124	
				PNUD (AusAID)	582 433	
				PNUE-FEM	5 000	
				USAID	89 160	
				À identifier	18 111	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
			5. Formation sur la sensibilisation au changement climatique et les méthodes d'adaptation écosystémique, et plus particulièrement la gestion intégrée de l'eau, assurée auprès de plusieurs divisions du gouvernement national et des administrations et communautés locales de Kiribati. 6. Base de données sur les compétences en matière d'adaptation au changement climatique développée et gérée par le biais du portail sur le changement climatique. Base de données sur les compétences en matière d'adaptation écosystémique développée et gérée par le biais du portail sur le changement climatique. 7. Élaborer des idées-cadres et des propositions de projets et mobiliser des fonds pour la mise en œuvre de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique et le soutien au Conseil météorologique océanien (CMO). 8. Activités du FINPAC liées au renforcement des capacités des SMN en matière de services climatologiques menées auprès des gouvernements participants.			
C1.2.1b Applications de la gestion du changement climatique et des risques améliorées chez les Membres grâce à la collecte, à l'analyse et au partage systématiques des informations en tenant compte des situations sociales et économiques et des connaissances traditionnelles	1.2.1.2 D'ici 2011, élaboration d'un portail sur le changement climatique et exécution d'au moins cinq programmes de sensibilisation et stratégies de communication pour faciliter l'échange d'information dans les principaux secteurs	<ul style="list-style-type: none"> État d'avancement du portail sur le changement climatique 	1. Organiser un atelier régional de formation de trois jours aux Fidji pour sept ÉTIO 2. Mise à jour du portail océanien sur le changement climatique – amélioration des bases de données sur le changement climatique pour inclure les fonctions des SIG, etc. 3. Participer aux réunions et consultations pertinentes sur le portail aux Fidji, etc. 4. Réaliser des activités régionales de sensibilisation et de formation 5. Fournir régulièrement des informations sur l'adaptation au portail sur le changement climatique, notamment sur les enseignements tirés du PACC + 6. Rassembler et diffuser à la région des informations sur les meilleures techniques/approches de gestion des déchets et les mesures d'adaptation pouvant être appliquées aux ÉTIO 7. Élaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication visant à appeler l'attention sur le PIFACC (DVD, publications, réseaux d'apprentissage, portails, etc.)	Sous-total – 262 278		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				166 570	95 708	0
				Source de financement		
			AUXB	39 132		
			AUXXB	78 578		
			Soutien aux prog.	1 478		
			CPS/UE	51 995		
			USAID	19 227		
			À identifier	71 868		

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US										
			8. Produits d'éducation et de sensibilisation élaborés, tels que la méthode d'évaluation rapide de l'adaptation écosystémique 9. Mécanismes de gestion des connaissances et de renforcement des capacités élaborés											
		<ul style="list-style-type: none"> Nombre de programmes de sensibilisation et de communication réalisés dans le domaine du changement climatique 	1. Élaborer un programme de sensibilisation et de formation pour le Portail océanien sur le changement climatique 2. Élaborer des concepts et des projets en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de communication sur le changement climatique 3. Bulletin mensuel <i>Climate Change Matters</i> (CCM) préparé et diffusé											
C1.2.1c Prestation de services météorologiques régionaux adéquats afin d'assurer l'accès en temps utile à des informations météorologiques et océanographiques de qualité	1.2.1.3 Mise en œuvre de toutes les recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux	<ul style="list-style-type: none"> Proportion des recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux mises en œuvre 	1. Établissement des rapports nécessaires aux partenaires techniques du Partenariat pour le Bureau météorologique océanien (PMDP), aux dirigeants du Forum des îles du Pacifique, au groupe de gestion du Conseil régional V de l'OMM, et au Conseil météorologique océanien (CMO) sur les résultats du PMDP et les progrès du CMO et de la PIMS 2. Élaboration par le PMDP d'un programme d'appui aux services météorologiques nationaux compatible avec la PIMS en vue de sa mise en œuvre en 2014 3. Mobilisation de ressources par le PMDP en vue de la mise en œuvre des activités prévues pour 2014 4. Faciliter la participation des Membres insulaires océaniques à la PIMS dans la feuille de route sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophes 5. Mise en œuvre de la phase 2 du projet Finlande-PROE en 2014, conformément au plan final de mise en œuvre, et lancement des activités nationales dans au moins deux pays 6. Poursuite de la mise en œuvre de la phase 2 du projet Finlande-PROE dans tous les pays participants 7. Financement obtenu pour permettre l'installation de systèmes de gestion de la qualité dans au moins 10 SMN de la région d'ici fin 2014	Sous-total – 342 170										
				<table border="1"> <thead> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">164 056</td> <td style="text-align: center;">177 514</td> <td style="text-align: center;">600</td> </tr> </tbody> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	164 056	177 514	600				
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement								
				164 056	177 514	600								
Source de financement														
<table border="1"> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">AUXB</td> <td style="text-align: right;">65 085</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AusAID autres</td> <td style="text-align: right;">9 240</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Gouv. finlandais</td> <td style="text-align: right;">53 220</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Donateurs multiples</td> <td style="text-align: right;">79 670</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZXB</td> <td style="text-align: right;">108 140</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">OMM</td> <td style="text-align: right;">25 000</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">À identifier</td> <td style="text-align: right;">1 815</td> </tr> </tbody> </table>	AUXB	65 085	AusAID autres	9 240	Gouv. finlandais	53 220	Donateurs multiples	79 670	NZXB	108 140	OMM	25 000	À identifier	1 815
AUXB	65 085													
AusAID autres	9 240													
Gouv. finlandais	53 220													
Donateurs multiples	79 670													
NZXB	108 140													
OMM	25 000													
À identifier	1 815													

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
	<p>1.2.1.4</p> <p>D'ici 2015, au moins 14 services météorologiques nationaux auront amélioré l'accès aux outils et aux connaissances scientifiques appliquées sur les moteurs du climat océanien et les prévisions en la matière et se seront dotés de bases de données nationales sur le climat et les catastrophes naturelles</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de services météorologiques nationaux dotés de bases de données sur le climat et les catastrophes naturelles Niveau de soutien visé pour les services météorologiques nationaux 	<ol style="list-style-type: none"> Mobilisation des ressources nécessaires en vue du recrutement du chargé du SMOC-IP au premier trimestre 2014 Activités du PI-GOOS mises en œuvre dans au moins 8 pays insulaires océaniques avec au moins un atelier régional conjoint sur les services de données océanographiques et climatologiques organisé Organisation par le PI-GOOS et le SMOC-IP d'une réunion de leurs comités consultatifs respectifs en vue de l'examen d'une proposition de fusion des comités et des plans de mise en œuvre (en rapport avec les plans du PMDP) Installation de bases de données climatologiques (reliées au Portail sur le changement climatique) par le PMDP et fourniture d'assistance technique et d'activités de renforcement des capacités et de formation en météorologie et climatologie dans au moins 10 pays insulaires océaniques Élaboration par le PMDP de documents électroniques sur les services de données climatologiques et océanographiques, y compris d'un bulletin trimestriel sur les activités du SMOC-IP et du PI-GOOS Préparation par le PMDP d'au moins un document d'information des pays insulaires océaniques avant la Conférence des Parties à la CCNUCC Participation du PMDP aux efforts de prévisions climatiques menés dans les pays Le PMDP contribuera à établir des liens avec les services climatologiques fournis par les SMN à un plus vaste public par le biais du PPCP Préparation entamée en vue de la réunion du CMO de 2015 Assistance reçue par au moins 10 SMN de pays insulaires océaniques, conformément aux besoins recensés par la 14e réunion régionale des directeurs des services météorologiques et liens établis avec 1.2.1.3 et 1.2.1.4 Projections climatiques trimestrielles du bulletin ICU diffusées par communiqués de presse mensuels 	Sous-total – 116 426		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				71 659	44 768	0
				Source de financement		
				AUXB Donateurs multiples NOAA Soutien aux prog.	65 030	19 917 30 000 1 478

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
CC2.2 – Stratégie : Élaborer et exécuter dans la région des programmes coordonnés d'éducation et de sensibilisation et des stratégies de communication, pour améliorer la capacité des Membres à faire face au changement climatique						
C1.2.2 Les Membres ont amélioré leur prise de conscience du problème et leur capacité à répondre aux impacts du changement climatique	1.2.2.1 Participation et prise de décision éclairées pour répondre aux impacts du changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'initiatives durables et concrètes d'adaptation et d'atténuation 	<ol style="list-style-type: none"> Mise en œuvre du programme de sensibilisation des médias et participation aux efforts régionaux de communication et liens établis avec 1.2.1.2 Élaboration de nouveaux supports de sensibilisation au changement climatique Formation régionale des médias et des experts techniques Campagne médiatique « Périples océaniques » à la 18^e Conférence des Parties Processus décisionnel national sur le changement climatique intégré à la gestion des déchets dans le cadre d'un processus de planification nationale intégré Supports pédagogiques produits et diffusés Processus décisionnel national sur le changement climatique intégré à l'adaptation écosystémique dans le cadre d'un processus de planification nationale intégré Soutien à l'élaboration du programme SEREAD et utilisation des matériels didactiques 	Sous-total – 109 798		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				82 588	27 210	0
				Source de financement		
		AUXB	43 997			
		Soutien aux prog. CPS/UE	1 478			
		USAID	44 316			
		À identifier	19 227			
			780			
CC2.3 – Stratégie : Aider les Membres à s'acquitter de leurs obligations au titre de la CCNUCC et des protocoles et processus y afférents						
C1.2.3 Assistance fournie en matière de négociations internationales pour promouvoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre et obtenir des ressources pour l'adaptation	1.2.3.1 D'ici 2015, participation efficace de tous les pays insulaires océaniques aux principales négociations internationales sur le changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Proportion de pays insulaires océaniques participant aux négociations de la CCNUCC 	<ol style="list-style-type: none"> Formation en négociation organisée avant la 19^e Conférence des Parties Réunions préparatoires avant au moins deux sessions (OSASTT et Conférence des Parties) Poursuite de la mise en œuvre d'un programme d'encadrement des nouveaux délégués par des négociateurs plus expérimentés. Notes d'information préparées avant les sessions de l'OSASTT et de la Conférence des Parties Analyse effectuée après les sessions de la CCNUCC et la Conférence des Parties. Liste de diffusion des négociateurs océaniques créée et active entre les sessions. Coordination de la contribution océanique au programme de travail de la CCNUCC sur les pertes et les préjudices. Enseignements et supports pédagogiques produits par la deuxième phase de l'ICCAI et pris en compte dans les négociations 	Sous-total – 63 527		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				38 777	24 750	0
				Source de financement		
		AUXB	63 527			

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
	1.2.3.2 Nombre accru de contributions de la région au cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de contributions océaniques au cinquième rapport du GIEC 	<ol style="list-style-type: none"> Voir 1.1.1.2 Veiller à ce que la série de publications du PACC soit évaluée par des pairs Enseignements de la deuxième phase de l'ICCAI documentés dans des rapports soumis à un comité de lecture et au processus du GIEC 	Sous-total – 29 735		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				25 005	4 730	0
				Source de financement		
				AUXB Soutien aux prog. À identifier	27 842 1 478 415	
CC3 : Contribution à la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) CC3.1 – Stratégie : Promouvoir le développement à faible intensité de carbone en aidant les Membres à mettre en œuvre, en partenariat avec le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et la Politique énergétique régionale, des mesures d'un bon rapport coût-efficacité sur les énergies renouvelables et le rendement énergétique, des technologies à faible intensité de carbone et un suivi des émissions de GES						
C1.3.1 Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière de rendement énergétique	1.3.1.1 D'ici 2015, les technologies à haut rendement énergétique seront largement utilisées dans la région	<ul style="list-style-type: none"> Pourcentage de mégawatts heures économisés et capacité de production d'énergie renouvelable installée (en mégawatts) par rapport à 2010 Nombre de meilleures pratiques et de leçons apprises documentées et disséminées d'ici 2015 Mise en place de systèmes régionaux de gestion des projets 	<ol style="list-style-type: none"> Soutien à l'élaboration de demandes de financement en vue de la mise en œuvre d'activités d'atténuation visant le rendement énergétique et les énergies renouvelables dans 2 pays insulaires océaniques Appui fourni à 2 pays insulaires océaniques en vue de la documentation et de la diffusion des meilleures pratiques et des leçons apprises Suivi et évaluation réalisés 	Sous-total – 32 173		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				30 973	1 200	0
				Source de financement		
				AUXB Soutien aux prog. PNUD-FEM	10 228 1 478 20 467	
C1.3.2 Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière d'énergies renouvelables	1.3.2.1 D'ici 2015, tous les Membres auront mis en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables et seront dotés de plans pour en accroître l'utilisation	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de cibles ou feuilles de route nationales sur les énergies renouvelables adoptées d'ici 2015 Nombre de nouvelles études de faisabilité réalisées d'ici 2015 Nombre de Membres mettant en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables grâce aux conseils du PROE Mise en place de systèmes régionaux de gestion des projets 	<ol style="list-style-type: none"> Appui aux cibles ou feuilles de routes nationales dans 1 pays insulaire océanique Soutien apporté à au moins 1 étude de faisabilité sur les énergies renouvelables Soutien apporté à au moins 2 pays insulaires océaniques en matière de développement des technologies d'exploitation des énergies renouvelables Suivi et évaluation des activités du PIGGAREP dans 11 pays insulaires océaniques 	Sous-total – 1 234 029		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				146 575	1 084 454	3 000
				Source de financement		
				AUXB Soutien aux prog. PNUD-SIDS Dock PNUD-FEM	10 228 1 478 1 026 352 195 971	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
C1.3.3 Inventaires de gaz à effet de serre et évaluations des besoins techniques réalisés	1.3.3.1 D'ici 2015, tous les Membres disposeront d'inventaires précis de leurs émissions et d'évaluations de leurs besoins techniques	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de nouveaux inventaires de GES et d'évaluations des besoins technologiques réalisés d'ici 2015 	1. Soutien apporté à 2 pays insulaires océaniques en vue de la mise à jour d'inventaires de GES et évaluation des besoins technologiques, en collaboration avec la CPS	Sous-total – 41 273		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				30 973	10 300	0
				Source de financement		
		AUXB	10 228			
		Soutien aux prog.	1 478			
		PNUD-FEM	29 567			
C1.3.4 Appui fourni pour renforcer la capacité des Membres et sensibilisation aux mécanismes internationaux de compensation des émissions de carbone	1.3.4.1 D'ici 2015, tous les Membres seront dotés d'une autorité nationale d'application des mécanismes de compensation des émissions de carbone et auront élaboré des projets au titre du Mécanisme pour un développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'autorités nationales désignées créées et de projets du MDP proposés dans le cadre du mécanisme international de compensation des émissions de carbone d'ici 2015 	1. Soutien apporté à 2 pays insulaires océaniques en vue de l'élaboration de projets sur le MDP	Sous-total – 31 573		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
		30 973	600	0		
		Source de financement				
		AUXB	10 228			
		Soutien aux prog.	1 478			
		PNUD-FEM	19 867			

TOTAL PRIORITÉ 1	Frais de personnel	1 480 597 \$
	Frais de fonctionnement	7 788 867 \$
	Frais d'investissement	155 029 \$
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>9 424 493 \$</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB AUXXB Gouv. finlandais Donateurs multiples Soutien aux prog. CPS/UE PNUD-FEM USAID	489 583 167 011 85 310 99 587 18 480 99 187 482 986 38 453
Frais de fonctionnement :	BAsD AUXB AUXXB AusAID autres Gouv. finlandais NOAA NZXB CPS/UE PNUD-FEM PNUD-SIDS Dock PNUD AusAID USAID OMM À identifier	987 752 112 535 25 432 9 240 395 067 30 000 108 140 50 000 2 472 591 1 026 352 2 138 939 306 720 25 000 101 099
Frais d'investissement :	AUXB Gouv. finlandais PNUD-FEM PNUE-FEM	5 900 124 029 15 100 10 000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	9 323 394	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	101 099	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

OBJECTIF : D'ici 2015, tous les Membres auront amélioré la gestion durable des écosystèmes et de la biodiversité insulaires et océaniques pour le bien des communautés, des modes de subsistance et des objectifs nationaux de développement durable, grâce à une compréhension accrue de la gestion écosystémique et à la mise en œuvre des Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité.

Contexte stratégique

La division Biodiversité et gestion écosystémique : fournira un soutien technique et consultatif aux Membres en vue de la révision et de la mise en œuvre de leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité et leurs équivalents ; contribuera à une meilleure compréhension de la contribution des écosystèmes terrestres et côtiers en bonne santé et bien gérés au développement durable et à la résistance aux impacts ; apportera une assistance technique axée sur l'adaptation écosystémique au changement climatique ; favorisera la conservation et la gestion des espèces menacées et migratrices ; et contribuera à la lutte contre les espèces envahissantes. La conservation et la gestion des espèces seront améliorées en encourageant la bonne mise en œuvre des accords internationaux et en appuyant des politiques et programmes régionaux d'un bon rapport coût-efficacité.

Les principales activités prévues pour 2014 comprennent :

- Appui à la révision et à la mise en œuvre des PANSB
- Appui aux pays insulaires océaniques pendant la 12^e CdP à la CDB
- Diffusion des résultats de l'évaluation de l'état de la conservation en Océanie
- Finalisation de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature 2014-2019
- Mise en œuvre du projet sur la biodiversité insulaire financé par l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable
- Mise en œuvre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces envahissantes et préparation d'une vaste proposition régionale en vue de sa soumission à FEM-6
- Soutien à la conservation et à la gestion des milieux côtiers et marins, notamment au cadre Paysage océanique
- Mise en œuvre du projet PACIOCEA
- Mise en œuvre des projets d'adaptation écosystémique aux Îles Salomon, aux Fidji et aux Îles Cook

- Mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides et actualisation des inventaires nationaux des zones humides
- Mise en œuvre des plans d'action du Programme régional sur les espèces marines
- Mise en œuvre du projet de suivi des tortues et de développement de l'écotourisme, financé par l'Agence néo-zélandaise d'aide internationale
- Promotion de l'adhésion des pays insulaires océaniques à la CDB, la CMS, la CITES et la Convention de Ramsar, et renforcement des liens avec ces conventions

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette division :

Stuart CHAPE	Directeur de la division Biodiversité et gestion écosystémique
Easter GALUVAO	Conseillère en biodiversité
Bruce JEFFRIES	Conseiller en gestion des écosystèmes terrestres
Neil WALKINSHAW	Coordinateur de la 9 ^e Conférence pour la conservation de la nature
Tim CARRUTHERS	Conseiller en gestion côtière et marine
Pascale SALAUN	Spécialiste en gestion et conservation du milieu marin
Vainuupo JUNGBLUT	Responsable Ramsar pour l'Océanie
Paul DONOGHUE	Spécialiste de l'adaptation écosystémique
Carlo IACOVINO	Chargé de la communication sur le changement climatique (50 % avec la division Changement climatique)
David MOVERLEY	Spécialiste des espèces envahissantes
Posa SKELTON	Coordinateur du PILN
Gianluca SERRA	Coordinateur des projets du FEM
<i>En cours de recrutement</i>	Conseiller sur les espèces menacées et migratrices
Penina SOLOMONA	Agente océanique chargée de la CMS
Catherine SIOTA	Responsable de la base de données sur les tortues
Makerita ATIGA	Secrétaire du directeur/Assistante de division

Volet : **BEM 1.1 – ÉCOSYSTÈMES OCÉANIQUES ET INSULAIRES**

OBJECTIF : **Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation des écosystèmes insulaires, côtiers et marins ainsi que la biodiversité unique de la région**

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US			
BEM1 : Écosystèmes insulaires et océaniques							
BEM1.1 – Stratégie : Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation des écosystèmes insulaires, côtiers et marins ainsi que la biodiversité unique de la région							
B2.1.1 Amélioration de la gestion écosystémique chez les Membres et mise en œuvre de stratégies de conservation pour réduire la perte et la dégradation de la biodiversité et des habitats terrestres et marins, y compris d'accords multilatéraux sur l'environnement et d'initiatives régionales en matière de conservation	2.1.1.1 Au moins 50 % de tous les Membres exécutant leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (ou leurs équivalents)	• Nombre de Membres exécutant leurs PANSB ou leurs équivalents	<ol style="list-style-type: none"> Gérer les aspects techniques et administratifs, le suivi et l'exécution financière du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire, notamment en coordonnant la mise en œuvre d'activités régionales et nationales spécifiques aux Îles Cook, à Nauru, aux Tonga et à Tuvalu Intégrer les informations et recommandations des évaluations rapides de la biodiversité (BIORAP) réalisées à Nauru et aux Tonga dans les rapports sur l'état de l'environnement et les bilans des PANSB Intégrer les données et recommandations de l'évaluation de l'état de la conservation en Océanie aux niveaux régional et national dans les rapports sur l'état de l'environnement et les bilans des PANSB Organiser une réunion préparatoire océanique en vue de la 12^e CdP à la CDB Préparer un dossier océanique pour la 12^e CdP comprenant une stratégie de mobilisation Fournir à la demande un appui technique dans le cadre du bilan et de la mise à jour des PANSB Parachever la Stratégie d'action pour la conservation de la nature 2014-2019 en vue de son adoption à la 25^e Conférence du PROE Fournir une assistance aux ÉTIO en vue de l'alignement des priorités des PANSB sur la nouvelle Stratégie d'action pour la conservation de la nature océanique Fournir un appui et une assistance technique à la réunion des PÉID Fournir une assistance aux correspondants des territoires français en vue de la rédaction des instruments équivalents aux PANSB 	Sous-total – 344 736			
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
				109 414	235 322	0	
				Source de financement			
			AUXB	114 535			
			AUXXB	11 000			
			FEM-PNUE	200 556			
			NZXB	12 652			
			Soutien aux prog.	1 384			
			À identifier	4 610			

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																								
	2.1.1.2 D'ici 2015, les Membres auront augmenté le nombre ou l'étendue des aires de conservation terrestres et marines dûment gérées par rapport à 2010 et atteint des cibles individuelles ; par exemple, dans le cadre du Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique (CDB)	<ul style="list-style-type: none"> Nombre et étendue des aires de conservation dûment gérées 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique et financier en vue de la mise en œuvre des activités du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire aux Îles Cook, à Nauru, aux Tonga et à Tuvalu Fournir un appui technique en vue de la révision et de la mise en œuvre des plans d'action du Programme de travail sur les aires protégées (PoWPA) Mobiliser des fonds auprès de <i>Life Web</i> en vue de la mise en œuvre des plans d'action du PoWPA Fournir une assistance technique aux Îles Cook en vue de la création et de l'élaboration d'un plan de gestion pour le parc marin des Îles Cook, dans le cadre du mémorandum d'entente entre les Îles Cook, le PROE, CI et l'UICN Fournir un soutien au Samoa en vue de la promotion de la gestion durable et de l'expansion des aires protégées Fournir une assistance en vue de la mise en place d'un accord de jumelage entre le Parc marin de la mer de Corail en Nouvelle-Calédonie et le Parc marin des Îles Cook (avec CI) Participer aux efforts déployés dans le cadre du Patrimoine mondial de l'UNESCO pour renforcer les moyens de gestion et les capacités de gestion durable dans les territoires français et les ÉTIO 	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 358 891</th> </tr> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>90 355</td> <td>268 536</td> <td>0</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>114 058</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>6 160</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FEM-PNUE</td> <td>232 874</td> <td></td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td>5 800</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 358 891			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	90 355	268 536	0	Source de financement			AUXB	114 058		UE	6 160		FEM-PNUE	232 874		À identifier	5 800	
	Sous-total – 358 891																											
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
90 355	268 536	0																										
Source de financement																												
AUXB	114 058																											
UE	6 160																											
FEM-PNUE	232 874																											
À identifier	5 800																											
2.1.1.3 Au moins une aire marine protégée (AMP) dûment gérée par chaque pays ou territoire insulaire océanien	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres gérant une aire marine protégée 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique à Nauru, aux Tonga et à Tuvalu en vue de la création d'aires marines protégées et de l'élaboration de normes de gestion dans le cadre du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire Poursuivre la mise en place d'un « réseau de réseaux » d'aires marines protégées pour l'ensemble du Pacifique Travailler avec le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, et ses partenaires, pour faciliter la création de nouvelles réserves marines 	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 199 338</th> </tr> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>26 496</td> <td>172 842</td> <td>0</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>15 478</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FEM-PNUE</td> <td>160 208</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>12 652</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Parties aux conventions</td> <td>11 000</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 199 338			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	26 496	172 842	0	Source de financement			AUXB	15 478		FEM-PNUE	160 208		NZXB	12 652		Parties aux conventions	11 000		
Sous-total – 199 338																												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
26 496	172 842	0																										
Source de financement																												
AUXB	15 478																											
FEM-PNUE	160 208																											
NZXB	12 652																											
Parties aux conventions	11 000																											

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																											
	2.1.1.4 Au moins une initiative régionale du cadre Paysage océanique pleinement opérationnelle	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'initiatives régionales sur le paysage océanique pleinement opérationnelles 	<ol style="list-style-type: none"> Intégrer les concepts et principes du cadre Paysage océanique et les outils d'aménagement de l'espace maritime dans les normes ouvertes des programmes de formation en conservation destinés à Nauru et aux Tonga Participer au Groupe de travail du secteur marin, y compris à la préparation de demandes de financement et à la fourniture d'assistance technique au Commissaire de l'océan pour encourager et développer les initiatives du Paysage océanique, et contribuer à la diffusion d'informations et à la mise en œuvre du cadre Paysage océanique dans les territoires français Organiser en Polynésie française et au Samoa des ateliers sur l'aménagement de l'espace maritime dans le cadre du projet PACIOCEA Organiser la Conférence des Parties à la Convention de Nouméa Communiquer les besoins et possibilités en matière d'aménagement de l'espace maritime en Océanie, grâce à la mise en œuvre des projets GIZ-UICN-PROE MACBIO et AAMP-PROE PACIOCEA Représenter le PROE aux comités directeurs des projets RESCCUE et INTEGRE de la CPS Mettre en œuvre les volets du projet MACBIO relevant du PROE Collaborer aux activités de l'IFRECOR dans les territoires français 	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 363 907</th> </tr> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>60 341</td> <td>301 066</td> <td>2 500</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>73 041</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>186 016</td> <td></td> </tr> <tr> <td>GIZ</td> <td>96 320</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Parties aux conventions</td> <td>7 260</td> <td></td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td>1 270</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 363 907			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	60 341	301 066	2 500	Source de financement			AUXB	73 041		UE	186 016		GIZ	96 320		Parties aux conventions	7 260		À identifier	1 270	
	Sous-total – 363 907																														
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																													
60 341	301 066	2 500																													
Source de financement																															
AUXB	73 041																														
UE	186 016																														
GIZ	96 320																														
Parties aux conventions	7 260																														
À identifier	1 270																														
2.1.1.5 D'ici 2015, au moins deux nouveaux pays insulaires océaniques auront ratifié la Convention de Ramsar	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays insulaires océaniques ayant ratifié la Convention de Ramsar 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique à au moins un pays insulaire océanique en vue des activités préparatoires à la ratification de la Convention de Ramsar Fournir une assistance technique à deux pays insulaires océaniques en vue d'achever le processus de ratification de la Convention de Ramsar Fournir un appui technique au représentant océanique à la 47^e session du Comité permanent Ramsar Fournir une assistance technique à au moins deux pays insulaires océaniques signataires en vue de la désignation de nouveaux sites Ramsar 	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 68 042</th> </tr> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>45 752</td> <td>22 040</td> <td>250</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>Convention de Ramsar</td> <td>59 857</td> <td></td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td>8 185</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 68 042			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	45 752	22 040	250	Source de financement			Convention de Ramsar	59 857		À identifier	8 185											
Sous-total – 68 042																															
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																													
45 752	22 040	250																													
Source de financement																															
Convention de Ramsar	59 857																														
À identifier	8 185																														

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																																	
			5. Fournir un appui technique en vue de l'élaboration, de la coordination et de la mise en œuvre des activités et initiatives de la Journée mondiale des zones humides 2014 dans les ÉTIO 6. Fournir une assistance technique à un comité national sur les zones humides dans un pays insulaire océanien 7. Mobiliser des fonds en vue de la 6 ^e Réunion océanienne préparatoire à la 12 ^e CdP à la Convention de Ramsar (ORM-6)																																		
	2.1.1.6 D'ici 2015, mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides, coordonnée avec tous les partenaires	<ul style="list-style-type: none"> Degré de mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides 	1. Fournir une assistance aux Îles Cook en vue de la planification et de la gestion des zones humides de Mitiaro dans le cadre du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire 2. Coordonner la mise à jour des inventaires nationaux des zones humides d'au moins 2 ÉTIO 3. Mobiliser des financements auprès des partenaires régionaux en vue de la mise à jour des inventaires régionaux des zones humides 4. Fournir un appui en vue de la mise à jour des inventaires des zones humides, en favorisant la diffusion à un vaste public 5. Mettre à jour l'archive sur les mangroves du Pacifique (PacMan) à l'aide de données nationales provenant d'au moins 2 pays insulaires océaniques 6. Veiller au partage des données pertinentes sur les zones humides entre les pays insulaires océaniques et les partenaires par le biais de la liste de diffusion <i>Pacific Wetlands</i>	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 115 449</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>42 437</td> <td>73 012</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>6 034</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AUXXB</td> <td>18 075</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FEM-PNUE</td> <td>40 099</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Parties aux conventions</td> <td>13 000</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Convention de Ramsar</td> <td>34 851</td> <td></td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td>3 390</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 115 449			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	42 437	73 012	0	Source de financement			AUXB	6 034		AUXXB	18 075		FEM-PNUE	40 099		Parties aux conventions	13 000		Convention de Ramsar	34 851		À identifier	3 390				
Sous-total – 115 449																																					
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																																			
42 437	73 012	0																																			
Source de financement																																					
AUXB	6 034																																				
AUXXB	18 075																																				
FEM-PNUE	40 099																																				
Parties aux conventions	13 000																																				
Convention de Ramsar	34 851																																				
À identifier	3 390																																				
B2.1.2 Adaptation écosystémique largement reconnue et utilisée en tant qu'élément clé des mesures d'adaptation au changement climatique	2.1.2.1 D'ici 2015, cinq exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique mis en œuvre par les Membres insulaires	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique 	1. Promouvoir l'intégration des principes de l'adaptation écosystémique dans les normes ouvertes en matière de conservation à Nauru et aux Tonga 2. Coordonner les discussions sur l'intégration des principes de l'adaptation écosystémique dans le processus de révision et de mise à jour des PANSB 3. Documenter, publier et diffuser des études de cas sur l'adaptation écosystémique 4. Évaluer les options d'adaptation des bassins versants et élaborer un processus de planification du suivi et de l'évaluation de l'adaptation destiné à Lami Town (Fidji)	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 427 152</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>185 478</td> <td>241 674</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>34 943</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AUXXB</td> <td>23 100</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>12 652</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog.</td> <td>1 384</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Convention de Ramsar</td> <td>9 508</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PNUE</td> <td>39 600</td> <td></td> </tr> <tr> <td>USAID</td> <td>305 965</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 427 152			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	185 478	241 674	0	Source de financement			AUXB	34 943		AUXXB	23 100		NZXB	12 652		Soutien aux prog.	1 384		Convention de Ramsar	9 508		PNUE	39 600		USAID	305 965	
Sous-total – 427 152																																					
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																																			
185 478	241 674	0																																			
Source de financement																																					
AUXB	34 943																																				
AUXXB	23 100																																				
NZXB	12 652																																				
Soutien aux prog.	1 384																																				
Convention de Ramsar	9 508																																				
PNUE	39 600																																				
USAID	305 965																																				

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																								
			5. Réaliser un projet d'adaptation écosystémique à Rarotonga (Îles Cook) 6. Mettre en œuvre les activités d'adaptation écosystémique financées par l'USAID dans le cadre du programme d'adaptation intégrée mené dans la province de Choiseul (Îles Salomon) 7. Élaborer des supports de communication pour promouvoir l'adaptation écosystémique aux Îles Salomon 8. Promouvoir et diffuser les résultats et produits du projet de l'ICCAI sur l'adaptation écosystémique en milieu côtier Rechercher des possibilités de reproduction des expériences d'adaptation écosystémique en milieu côtier dans d'autres ÉTIO																									
B2.1.3 Amélioration des partenariats de coopération et de l'engagement de toutes les parties prenantes nationales et régionales et renforcement de l'action concertée sur la conservation de la biodiversité, conformément à la Stratégie d'action pour la conservation de la nature, à l'appui des initiatives et priorités nationales	2.1.3.1 Groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels et jouant le rôle de coordinateurs régionaux dans ce domaine	<ul style="list-style-type: none"> Proportion de groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels 	1. Étudier les possibilités de renforcer les activités de développement des capacités sur les aires protégées dans le cadre du projet BIOPAMA de l'UICN 2. Fournir une assistance technique aux pays insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre du plan d'action du PoWPA 3. Diriger la planification et la mise en œuvre des activités du groupe de travail sur les aires protégées de la Table ronde des îles du Pacifique 4. Apporter un appui à la Table ronde en collaboration étroite avec son président, ses membres et ses groupes de travail 5. Préparer et diffuser les comptes rendus de la 9 ^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées et les textes adoptés à cette occasion	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 39 393</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>31 291</td> <td>8 102</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>22 547</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>12 652</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog. À identifier</td> <td>1 384</td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td>2 810</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 39 393			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	31 291	8 102	0	Source de financement			AUXB	22 547		NZXB	12 652		Soutien aux prog. À identifier	1 384			2 810	
Sous-total – 39 393																												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
31 291	8 102	0																										
Source de financement																												
AUXB	22 547																											
NZXB	12 652																											
Soutien aux prog. À identifier	1 384																											
	2 810																											
B2.1.4 Le PROE assume son rôle de coordinateur régional pour simplifier les processus des AME et les exigences en matière de rapports	2.1.4.1 Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'AME dont les exigences en matière de rapports ont été modifiées pour les Membres océaniques 	1. Développer des méthodologies pour appuyer l'intégration des obligations déclaratives découlant des AME dans les enquêtes et les rapports sur la conservation de la biodiversité et les aires protégées 2. Élaborer et mener des activités conjointes visant à harmoniser la mise en œuvre nationale de la CDB, de la CMS et de la Convention de Ramsar	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 29 666</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>26 817</td> <td>2 849</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>10 807</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>12 652</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog. Convention de Ramsar</td> <td>1 384</td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td>4 823</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 29 666			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	26 817	2 849	0	Source de financement			AUXB	10 807		NZXB	12 652		Soutien aux prog. Convention de Ramsar	1 384			4 823	
Sous-total – 29 666																												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
26 817	2 849	0																										
Source de financement																												
AUXB	10 807																											
NZXB	12 652																											
Soutien aux prog. Convention de Ramsar	1 384																											
	4 823																											

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US			
<p>B2.1.5 Développement des connaissances régionales, étude de la possibilité d'actions régionales sur les écosystèmes océaniques dans les zones internes et externes aux juridictions nationales en association avec les organisations et initiatives régionales et internationales pertinentes, et étude de la faisabilité d'un projet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur cette question</p>	<p>2.1.5.1 Recensement du nombre d'aires d'importance écologique ou biologique dans le cadre de la CDB</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'aires d'importance écologique ou biologique (AIEB) recensées 	<p>1. Identifier et cartographier les AIEB dans le contexte du cadre Paysage océanique et procéder à l'aménagement de l'espace maritime à Nauru et aux Tonga [Note : la cible a globalement été atteinte]</p>	Sous-total – 13 838			
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
				11 237	2 602	0	
				Source de financement			
Soutien aux prog.		NZXB	12 652 1 186				
<p>BEM2 Espèces menacées et migratrices BEM2.1 – STRATÉGIE : Coordination et soutien régionaux efficaces de la gestion et de la conservation des espèces menacées et migratrices</p>							
<p>B2.2.1 Enrayement du déclin des populations des principales espèces menacées et migratrices grâce à une planification et une gestion ciblées et à la mise en œuvre active des conventions internationales dans la région</p>	<p>2.2.1.1 D'ici 2012, révision et actualisation du Plan d'action régional sur les espèces marines</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres exécutant leurs PANSB ou leurs équivalents 	<p>1. Voir 2.2.2.2, activité 4</p>	Sous-total			
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				Source de financement			
	<p>2.2.1.2 D'ici 2015, ratification par au moins quatre Membres de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) ou ses mémorandums d'entente</p>	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de nouveaux pays insulaires ayant ratifié la CMS ou ses mémorandums d'entente 	<p>1. Fournir une assistance technique à au moins deux ÉTIO signataires en vue de leur adhésion à la CMS et de leur signature du mémorandum d'entente associé 2. Attirer l'attention sur la CMS dans la région en réalisant des missions dans les pays, en présentant des exposés, en l'intégrant dans les plans régionaux/nationaux de gestion des espèces, et en menant des actions de communication 3. Fournir à la demande un appui technique aux Membres en vue de la mise en œuvre des obligations découlant de la CMS</p>	Sous-total – 116 280			
					Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
					96 684	19 597	0
					Source de financement		
				Soutien aux prog. À identifier	AUXB CMS NZXB	15 000 85 447 12 652 1 186 1 995	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																				
B2.2.2 Intégration des priorités en matière de protection des espèces marines et terrestres dans les stratégies et programmes nationaux, régionaux et internationaux pertinents	2.2.2.1 D'ici 2015, intégration des priorités régionales concernant les espèces dans les politiques et programmes régionaux et internationaux pertinents	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de politiques et programmes régionaux ou internationaux élaborés ou actualisés pour intégrer les priorités régionales concernant les espèces 	<ol style="list-style-type: none"> Intégrer les résultats des évaluations rapides de la biodiversité (BIORAP) réalisées à Nauru et aux Tonga dans les principales bases de données régionales sur les espèces Collaborer avec les organisations et programmes internationaux et régionaux dont les activités correspondent aux priorités régionales sur les espèces (dont les AME sur la biodiversité, la protection de la nature, le cadre Paysage océanique, l'initiative Triangle de corail) 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 20 473</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>15 572</td> <td>4 901</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td colspan="2">20 473</td> </tr> </table>	Sous-total – 20 473			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	15 572	4 901	0	Source de financement			NZXB	20 473						
	Sous-total – 20 473																							
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																					
15 572	4 901	0																						
Source de financement																								
NZXB	20 473																							
2.2.2.2 D'ici 2015, élaboration et mise en œuvre de deux plans régionaux et quatre plans nationaux de reconstitution des espèces	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de plans de reconstitution des espèces mis en œuvre 	<ol style="list-style-type: none"> Coordonner les activités relevant du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire intégrée pour appuyer l'élaboration de plans de rétablissement des espèces (mégapode endémique aux Tonga, noddi noir et gygis blanche à Nauru) Fournir une assistance technique aux Membres en vue de l'élaboration de mécanismes de gestion des espèces marines, notamment par : <ul style="list-style-type: none"> la mise en place de nouveaux réseaux de surveillance communautaire des tortues marines aux Îles Salomon et à Kiribati (ministère de la Conservation de Nouvelle-Zélande) ; la création de sanctuaires ou modification des sanctuaires existants de sorte à inclure les principales espèces marines. Aider les Membres à préparer des demandes de financement appuyant la mise en œuvre nationale des plans d'action sur les espèces marines ou de rétablissement de ces espèces Fournir une assistance technique à au moins deux Membres en vue de l'intégration des activités du Plan d'action sur les espèces marines dans les PANSB Fournir une assistance technique et financière aux Membres en vue de la mise en œuvre nationale du Plan d'action sur les espèces marines 2013-2017 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 80 329</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>36 588</td> <td>43 741</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>AUXXB</td> <td colspan="2">7 216</td> </tr> <tr> <td>FEM-PNUE</td> <td colspan="2">34 655</td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td colspan="2">38 459</td> </tr> </table>	Sous-total – 80 329			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	36 588	43 741	0	Source de financement			AUXXB	7 216		FEM-PNUE	34 655		NZXB	38 459	
Sous-total – 80 329																								
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																						
36 588	43 741	0																						
Source de financement																								
AUXXB	7 216																							
FEM-PNUE	34 655																							
NZXB	38 459																							
2.2.2.3 Mise en œuvre d'une législation nouvelle ou actualisée concernant les espèces sauvages	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de lois nouvelles ou actualisées concernant les espèces sauvages 	<ol style="list-style-type: none"> Assistance technique et financière en vue de la révision ou de l'élaboration de lois sur les espèces marines, couvrant notamment : <ul style="list-style-type: none"> les sanctuaires baleiniers ; les études d'impact sur les dugongs et les directives sur l'aménagement du littoral. 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 30 922</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>22 353</td> <td>8 569</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>AUXXB</td> <td colspan="2">4 784</td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td colspan="2">24 952</td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog</td> <td colspan="2">1 186</td> </tr> </table>	Sous-total – 30 922			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	22 353	8 569	0	Source de financement			AUXXB	4 784		NZXB	24 952		Soutien aux prog	1 186	
Sous-total – 30 922																								
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																						
22 353	8 569	0																						
Source de financement																								
AUXXB	4 784																							
NZXB	24 952																							
Soutien aux prog	1 186																							

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
B2.2.3 Maintenance et utilisation de la base de données sur la recherche et le suivi des tortues marines (TREDS) pour contribuer à leur conservation aux échelons national et régional	2.2.3.1 Adoption par les Membres de la base de données TREDS	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de Membres utilisant la base de données TREDS 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Faciliter la bonne exécution des initiatives nationales de gestion des données sur les tortues, y compris : <ul style="list-style-type: none"> ○ la formation à TREDS à la demande des ÉTIO ; ○ la coordination et la fourniture de services concernant les bases de données sur les tortues ; ○ la fourniture d'assistance en cas de difficulté ; ○ l'utilisation des technologies appropriées pour communiquer plus efficacement ; ○ la distribution, si nécessaire, de bagues et d'applicateurs aux correspondants de TREDS ; 2. Obtenir des ressources pour : <ul style="list-style-type: none"> ○ faciliter le développement et l'utilisation de TREDS ; ○ acheter des bagues, applicateurs et autres ressources ; 3. Préparer le rapport annuel sur TREDS en : <ul style="list-style-type: none"> ○ procédant à l'analyse de la base de données ; ○ actualisant l'inventaire des bagues fournies par le PROE aux ÉTIO ; 4. Veiller à la fonctionnalité et à bonne utilisation de TREDS 5. Faire mieux connaître TREDS grâce à : <ul style="list-style-type: none"> ○ des supports de sensibilisation ; ○ au moins 3 articles sur internet, dans la presse ou à la radio 6. Fournir une assistance en vue de la mise en œuvre du programme sur les espèces menacées et migratrices, notamment en : <ul style="list-style-type: none"> ○ développant des bases de données sur les baleines et les dauphins ; ○ appuyant la création de réseaux de surveillance communautaire des tortues marines 7. Contribuer à la formation sur la base de données TREDS en Nouvelle-Calédonie 	Sous-total – 111 308		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				88 376	21 433	1 500
				Source de financement		
Soutien aux prog.	AUXB NZXB	98 020 12 102 1 186				

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US						
B2.2.4 Statut des espèces menacées et en voie de disparition suivi en continu et actualisé dans le cadre de la surveillance régionale de la biodiversité	2.2.4.1 D'ici 2015, achèvement de l'examen du statut des espèces menacées et évaluation régionale des effets positifs sur l'enrayement du déclin des populations de ces espèces	<ul style="list-style-type: none"> État d'avancement de l'évaluation régionale du statut des espèces menacées ; effet sur l'enrayement du déclin de ces espèces 	<ol style="list-style-type: none"> Réaliser une évaluation documentaire de l'état des populations (couvrant notamment les efforts de gestion) des espèces menacées et migratrices (marines et terrestres) visées (en danger critique d'extinction, en danger) et définir une situation de référence en vue de comparaisons ultérieures Coordonner les réseaux océaniques sur les cétacés, les dugongs, les tortues marines et les requins 	Sous-total – 35 097						
				<table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>25 961</td> <td>9 136</td> <td>0</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	25 961	9 136	0
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement				
				25 961	9 136	0				
Source de financement										
<table border="1"> <tr> <td>NZXB</td> <td>33 911</td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog.</td> <td>1 186</td> </tr> </table>	NZXB	33 911	Soutien aux prog.	1 186						
NZXB	33 911									
Soutien aux prog.	1 186									
B2.2.5 Les pays insulaires océaniques qui ne l'ont pas encore fait ratifient la Convention sur le commerce des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), mettent en place des lois de protection de ces espèces, reçoivent une formation appropriée et élaborent des lois modèles	2.2.5.1 D'ici 2015, ratification de la Convention CITES par au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniques	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de nouveaux Membres ayant ratifié la Convention CITES 	<ol style="list-style-type: none"> Promouvoir la ratification de la CITES dans la région en organisant des missions dans les pays et des exposés aux réunions et fournir une assistance aux processus pour permettre à d'autres Membres de devenir partie à la CITES Poursuivre la collaboration avec la CITES en vue de la création d'un poste de responsable océanique au PROE 	Sous-total – 17 297						
				<table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>14 652</td> <td>2 646</td> <td>0</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	14 652	2 646	0
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement				
				14 652	2 646	0				
	Source de financement									
	<table border="1"> <tr> <td>NZXB</td> <td>17 297</td> </tr> </table>	NZXB	17 297							
	NZXB	17 297								
	2.2.5.2 Formation des responsables scientifiques terminée en vue de la mise en œuvre de l'article 4 de la CITES (avis de commerce non préjudiciable)	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'agents formés pour mettre en œuvre l'article 4 de la CITES 	<ol style="list-style-type: none"> Développer le partenariat avec la CITES et les Membres pour dispenser une formation aux Parties océaniques concernant l'article 4 de la Convention 	Sous-total – 6 323						
				<table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>4 602</td> <td>1 722</td> <td>0</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	4 602	1 722	0
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement				
				4 602	1 722	0				
	Source de financement									
<table border="1"> <tr> <td>NZXB</td> <td>6 323</td> </tr> </table>	NZXB	6 323								
NZXB	6 323									
2.2.5.3 Élaboration d'un modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines	<ul style="list-style-type: none"> État d'achèvement du modèle de plan de gestion de la CITES pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines 	<ol style="list-style-type: none"> Consulter la CITES ou collaborer avec elle à l'élaboration d'un modèle de plan de gestion de la CITES pour une espèce marine telle que les dauphins 	Sous-total – 14 366							
			<table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>10 389</td> <td>3 977</td> <td>0</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	10 389	3 977	0	
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement					
			10 389	3 977	0					
Source de financement										
<table border="1"> <tr> <td>NZXB</td> <td>13 180</td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog.</td> <td>1 186</td> </tr> </table>	NZXB	13 180	Soutien aux prog.	1 186						
NZXB	13 180									
Soutien aux prog.	1 186									

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																										
BEM3 : Espèces envahissantes BEM3.1 – STRATÉGIE : Fournir un soutien technique, institutionnel et financier aux programmes régionaux sur les espèces envahissantes, en coordination avec d'autres organisations régionales																														
B2.3.1 Menace des espèces envahissantes réduite grâce à l'action publique, la législation, la sensibilisation et la lutte, y compris des mesures régionales et nationales de prévention et de riposte	2.3.1.1 D'ici 2013, les priorités régionales concernant les espèces envahissantes seront recensées suite à une analyse des lacunes des Directives pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique et les organismes membres du Partenariat océanique sur les espèces envahissantes prendront des mesures concertées en conséquence, en collaboration avec les Membres	<ul style="list-style-type: none"> État d'avancement de l'analyse des lacunes et de la mise en œuvre de ses recommandations 	<ol style="list-style-type: none"> Coordonner le Partenariat océanique sur les espèces envahissantes (PIP) et travailler avec ses membres en vue de l'élaboration de projets répondant aux priorités recensées par l'analyse des lacunes régionales réalisée en 2012 Réaliser une analyse annuelle des lacunes concernant les espèces envahissantes Terminer le plan d'action annuel du PIP Solliciter l'assistance technique du PIP en vue de la mise en œuvre des activités du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces allogènes envahissantes dans les domaines de la communication et de la sensibilisation, ainsi que de la législation et de la gestion des espèces envahissantes Fournir un appui technique aux pays membres dans le cadre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces allogènes envahissantes et gérer et administrer la mise en œuvre du projet et l'établissement des rapports associés 	<table border="1"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 338 337</th> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>72 949</td> <td>263 388</td> <td>2 000</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>FEM-PNUE</td> <td colspan="2">272 925</td> </tr> <tr> <td>Donateurs multiples</td> <td colspan="2">13 097</td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td colspan="2">48 047</td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td colspan="2">4 268</td> </tr> </table>	Sous-total – 338 337			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	72 949	263 388	2 000	Source de financement			FEM-PNUE	272 925		Donateurs multiples	13 097		NZXB	48 047		À identifier	4 268			
	Sous-total – 338 337																													
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																											
72 949	263 388	2 000																												
Source de financement																														
FEM-PNUE	272 925																													
Donateurs multiples	13 097																													
NZXB	48 047																													
À identifier	4 268																													
2.3.1.2 D'ici 2015, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres s'étant dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes 	<ol style="list-style-type: none"> Faciliter l'élaboration de stratégies et de plans d'action nationaux sur les espèces envahissantes dans 2 pays insulaires océaniques Offrir un encadrement administratif au responsable et aux coordinateurs nationaux du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces allogènes envahissantes et faciliter la fourniture d'assistance technique 	<table border="1"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 69 354</th> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>24 276</td> <td>45 078</td> <td>0</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>FEM-PNUE</td> <td colspan="2">41 832</td> </tr> <tr> <td>Donateurs multiples</td> <td colspan="2">4 366</td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td colspan="2">17 120</td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog.</td> <td colspan="2">1 186</td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td colspan="2">4 851</td> </tr> </table>	Sous-total – 69 354			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	24 276	45 078	0	Source de financement			FEM-PNUE	41 832		Donateurs multiples	4 366		NZXB	17 120		Soutien aux prog.	1 186		À identifier	4 851	
Sous-total – 69 354																														
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																												
24 276	45 078	0																												
Source de financement																														
FEM-PNUE	41 832																													
Donateurs multiples	4 366																													
NZXB	17 120																													
Soutien aux prog.	1 186																													
À identifier	4 851																													
2.3.1.3 D'ici 2015, adoption de l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes dans cinq États ou Territoires insulaires océaniques	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'ÉTIO utilisant l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique en vue de l'amélioration des contrôles aux frontières et mesures de quarantaine à Kiribati et des activités de biosécurité relevant du projet sur les espèces envahissantes de l'Alliance FEM-Pacifique Étudier les possibilités d'attirer davantage l'attention sur la biosécurité interinsulaire et la gestion des espèces envahissantes établies dans le projet de loi de la CPS sur la biosécurité harmonisé à l'échelon régional Appuyer l'élaboration du système d'évaluation des risques liés aux espèces adventices dans deux pays ou territoires océaniques Fournir une assistance technique en vue de l'amélioration des contrôles aux frontières et mesures de quarantaine à Kiribati et des activités de biosécurité relevant du projet sur les espèces envahissantes de l'Alliance FEM-Pacifique 	<table border="1"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 68 085</th> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>23 592</td> <td>44 493</td> <td>0</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>FEM-PNUE</td> <td colspan="2">43 370</td> </tr> <tr> <td>Donateurs multiples</td> <td colspan="2">7 858</td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td colspan="2">13 579</td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td colspan="2">3 278</td> </tr> </table>	Sous-total – 68 085			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	23 592	44 493	0	Source de financement			FEM-PNUE	43 370		Donateurs multiples	7 858		NZXB	13 579		À identifier	3 278				
Sous-total – 68 085																														
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																												
23 592	44 493	0																												
Source de financement																														
FEM-PNUE	43 370																													
Donateurs multiples	7 858																													
NZXB	13 579																													
À identifier	3 278																													

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US						
B2.3.2 Partenariat océanien sur les espèces envahissantes et Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN) maintenus en tant que mécanismes régionaux permanents de coordination, de renforcement des capacités et de surveillance, et collaboration dans ce domaine entre les organismes régionaux pertinents	2.3.2.1 D'ici 2015, tous les États et Territoires insulaires océaniques seront membres du PILN	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'ÉTIO devenus membres du PILN 	<ol style="list-style-type: none"> Mener des activités conjointes réunissant Vanuatu, les Îles Salomon et la Papouasie-Nouvelle-Guinée pour encourager la création d'équipes du PILN Promouvoir le PILN auprès de Tuvalu, Nauru et les Îles Cook Organiser la 4^e réunion du PILN 	Sous-total – 53 529						
				<table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>34 681</td> <td>18 849</td> <td>0</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	34 681	18 849	0
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement				
				34 681	18 849	0				
Source de financement										
<table border="1"> <tr> <td>Donateurs multiples</td> <td>17 462</td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>23 034</td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog.</td> <td>1 186</td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td>11 847</td> </tr> </table>	Donateurs multiples	17 462	NZXB	23 034	Soutien aux prog.	1 186	À identifier	11 847		
Donateurs multiples	17 462									
NZXB	23 034									
Soutien aux prog.	1 186									
À identifier	11 847									
B2.3.3 Intégration des espèces envahissantes dans les programmes de sensibilisation du public, les programmes d'éducation formelle et permanente et les campagnes de marketing social	2.3.3.1 D'ici 2015, de bons exemples de campagnes de sensibilisation et d'éducation adaptés aux besoins de la région auront été mis en place	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de campagnes de sensibilisation et d'éducation achevées dans le Pacifique 	<ol style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre le plan d'action du PIP en matière de communication sur les espèces envahissantes et les campagnes de sensibilisation aux espèces envahissantes Contribuer à l'élaboration et à la production d'un dossier d'information du Pacifique sur une thématique liée aux espèces envahissantes Au moins deux équipes du PILN menant des campagnes de sensibilisation sur les espèces envahissantes 	Sous-total – 37 714						
				<table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>34 805</td> <td>2 910</td> <td>0</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	34 805	2 910	0
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement				
				34 805	2 910	0				
Source de financement										
<table border="1"> <tr> <td>Donateurs multiples</td> <td>16 589</td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>19 081</td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog.</td> <td>1 186</td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td>858</td> </tr> </table>	Donateurs multiples	16 589	NZXB	19 081	Soutien aux prog.	1 186	À identifier	858		
Donateurs multiples	16 589									
NZXB	19 081									
Soutien aux prog.	1 186									
À identifier	858									
B2.3.4 Nette amélioration de la compréhension des impacts économiques des espèces envahissantes	2.3.4.1 D'ici 2013, une étude pilote aura été réalisée pour démontrer les coûts économiques réels et potentiels d'espèces envahissantes spécifiques et les avantages économiques d'interventions efficaces	<ul style="list-style-type: none"> Étude pilote sur les coûts économiques des espèces envahissantes menée à bien 	<ol style="list-style-type: none"> Diffuser aux Membres du PROE des études de cas sur les coûts économiques des espèces envahissantes 	Sous-total – 21 738						
				<table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>19 401</td> <td>2 338</td> <td>0</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	19 401	2 338	0
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement							
	19 401	2 338	0							
Source de financement										
<table border="1"> <tr> <td>Donateurs multiples</td> <td>4 366</td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>17 087</td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td>286</td> </tr> </table>	Donateurs multiples	4 366	NZXB	17 087	À identifier	286				
Donateurs multiples	4 366									
NZXB	17 087									
À identifier	286									
B2.3.4 Nette amélioration de la compréhension des impacts économiques des espèces envahissantes	2.3.4.2 D'ici 2014, une campagne de marketing social aura été réalisée afin de promouvoir l'importance politique des enjeux relatifs aux espèces envahissantes et d'accroître les financements qui y sont consacrés	<ul style="list-style-type: none"> Campagne de marketing social sur les espèces envahissantes menée à bien 	<ol style="list-style-type: none"> Appuyer la mise en œuvre de campagnes de marketing social sur les espèces envahissantes dans au moins deux pays en association avec RARE 	Sous-total – 10 713						
				<table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>10 537</td> <td>176</td> <td>0</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	10 537	176	0
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement				
				10 537	176	0				
Source de financement										
<table border="1"> <tr> <td>Donateurs multiples</td> <td>4 366</td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>4 985</td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog.</td> <td>1 186</td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td>176</td> </tr> </table>	Donateurs multiples	4 366	NZXB	4 985	Soutien aux prog.	1 186	À identifier	176		
Donateurs multiples	4 366									
NZXB	4 985									
Soutien aux prog.	1 186									
À identifier	176									

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US														
B2.3.5 Amélioration des informations sur le statut et la répartition des espèces envahissantes, et les méthodes objectives de définition des priorités, pour étayer les mesures de lutte menées dans la région	2.3.5.1 D'ici 2015, existence de signes tangibles d'une coordination régionale améliorée pour le partage de l'information sur la situation et la répartition des espèces envahissantes	<ul style="list-style-type: none"> Coordination régionale permettant le partage d'informations sur les espèces envahissantes 	<ol style="list-style-type: none"> Veiller à ce qu'au moins 2 nouveaux pays insulaires océaniques utilisent les sources d'information régionales : UICN/GSEE, Pest Net, PIER, etc. Élaborer des plans de travail conjoints avec les partenaires sur les espèces envahissantes Obtenir des articles des partenaires du PIP et des équipes du PILN pour le bulletin <i>Soundbites</i> du PILN Diffuser des informations à jour sur les espèces envahissantes par le biais du site web du PROE et de listes de diffusion Promouvoir le PILN, le PIP et d'autres groupes de discussion régionaux sur les espèces envahissantes et recruter de nouveaux membres 	<p>Sous-total – 49 692</p> <table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>43 725</td> <td>5 968</td> <td>0</td> </tr> </table> <p>Source de financement</p> <table border="1"> <tr> <td>Donateurs multiples</td> <td>19 209</td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>26 651</td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog.</td> <td>1 186</td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td>2 646</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	43 725	5 968	0	Donateurs multiples	19 209	NZXB	26 651	Soutien aux prog.	1 186	À identifier	2 646
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement															
43 725	5 968	0																
Donateurs multiples	19 209																	
NZXB	26 651																	
Soutien aux prog.	1 186																	
À identifier	2 646																	
2.3.5.2 Un grand projet sur les espèces envahissantes inclus dans le programme du FEM-5	<ul style="list-style-type: none"> Valeur en millions de dollars É.-U. et nombre d'actions entreprises dans le Pacifique sur les espèces envahissantes incluses dans le programme du FEM-5 	<ol style="list-style-type: none"> Soumettre une proposition régionale sur les espèces envahissantes au fonds sur la biodiversité de FEM-6 	<p>Sous-total – 6 979</p> <table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>6 979</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> </table> <p>Source de financement</p> <table border="1"> <tr> <td>NZXB</td> <td>6 979</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	6 979	0	0	NZXB	6 979							
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																
6 979	0	0																
NZXB	6 979																	
B2.3.6 Amélioration des informations sur le statut et la répartition des espèces envahissantes, et les méthodes objectives de définition des priorités, pour étayer les mesures de lutte menées dans la région	2.3.6.1 D'ici 2015, des projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication auront été menés dans le cadre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et d'initiatives complémentaires	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication mis en œuvre 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir une assistance technique aux projets de lutte contre les espèces envahissantes, y compris aux projets d'éradication et de lutte biologique, dans le cadre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces envahissantes Assistance technique aux projets d'éradication, de lutte biologique et de rétablissement dans au moins trois pays membres dans le cadre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces allogènes envahissantes. 	<p>Sous-total – 439 238</p> <table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>41 418</td> <td>397 821</td> <td>0</td> </tr> </table> <p>Source de financement</p> <table border="1"> <tr> <td>FEM-PNUE</td> <td>417 656</td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>20 397</td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog.</td> <td>1 186</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	41 418	397 821	0	FEM-PNUE	417 656	NZXB	20 397	Soutien aux prog.	1 186		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement												
41 418	397 821	0																
FEM-PNUE	417 656																	
NZXB	20 397																	
Soutien aux prog.	1 186																	

TOTAL PRIORITÉ 2	Frais de personnel	1 257 154 \$
	Frais de fonctionnement	2 224 783 \$
	Frais d'investissement	6 250 \$
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>3 488 187 \$</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	396 392
	CMS	85 447
	FEM-PNUE	87 547
	Donateurs multiples	87 312
	NZXB	359 233
	Soutien aux prog.	19 770
	Convention de Ramsar	91 503
	USAID	129 950
Frais de fonctionnement :	AUXB	104 071
	AUXXB	64 175
	UE	192 176
	FEM-PNUE	1 356 627
	GIZ	96 320
	NZXB	92 984
	Parties aux conventions	31 260
	Convention de Ramsar	17 285
	PNUE	39 600
	USAID	176 015
	À identifier	54 270
Frais d'investissement :	AUXB	4 000
	Convention de Ramsar	250
	À identifier	2 000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	3 431 917	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	56 270	

PRIORITÉ 3 : GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

OBJECTIF : Aider les Membres à élaborer des lois, règlements et instruments financiers qui favoriseront la modification des comportements pour minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication

Contexte stratégique

La gestion de la pollution et des déchets continuera d'être une priorité pour le PROE en 2014 car les déchets et la pollution contribuent grandement à la dégradation des écosystèmes de la région et aux coûts socioéconomiques qui entravent le développement durable.

Le PROE continuera d'aider les pays à lutter contre la pollution et à gérer les produits chimiques dangereux et les déchets en leur fournissant des conseils et un appui techniques et une grande partie de ses activités sera déterminée par les stratégies et priorités régionales adoptées par ses Membres. De plus, la région commencera à s'attaquer aux impacts de la gestion des déchets dangereux grâce au soutien accru du 10^e FED et des programmes de l'Alliance FEM-Pacifique. Ces travaux permettront d'améliorer la gestion des déchets d'activités de soins, des déchets électriques et électroniques, de l'amiante et des stocks de produits chimiques. La revitalisation du Centre régional océanien des conventions de Bâle et Waigani et la promotion des liens de coopération avec le Centre régional de la Convention de Bâle à Beijing amélioreront également la coordination de la gestion régionale des déchets dangereux et les capacités connexes. Ces activités bénéficieront également des actions de formation sur les conventions de Bâle et de Waigani qui seront menées dans la région. La deuxième phase du projet régional de la JICA en matière de coopération technique sur la gestion des déchets solides continue de travailler en collaboration avec les initiatives du PROE sur les déchets et la pollution pour veiller à l'amélioration de la gestion des déchets solides dans la région. Deux modèles de système de gestion des déchets solides, l'un destiné aux atolls et l'autre axé sur le changement climatique, seront également élaborés en cours d'année. Le programme régional quinquennal de gestion des déchets solides financé par l'AFD continuera également d'établir des mécanismes permettant de mieux gérer les huiles usagées dans la région et de fournir une formation de haute qualité aux gestionnaires du Pacifique insulaire. Le PROE continuera d'apporter une assistance aux pays insulaires océaniques, en collaboration avec l'Organisation maritime internationale (OMI) et la Direction australienne de la sûreté maritime (AMSA), pour lutter contre les risques de pollution marine et gérer les interventions.

Les activités prévues pour 2014 comprennent notamment :

- Un appui continu à la mise en œuvre de la Stratégie de gestion des déchets solides pour la région Pacifique.
- Un soutien aux ÉTIO en vue de l'élaboration ou de l'amendement de politiques, de directives et de stratégies nationales de gestion des déchets solides et des matières dangereuses prioritaires dont les déchets médicaux.
- Un soutien continu au renforcement des capacités nationales nécessaires pour aborder les questions liées à la gestion des déchets et à la pollution au niveau national, y compris la formation sur les obligations découlant des conventions régionales et internationales.
- La coordination de la mise en œuvre des stratégies nationales de gestion des déchets grâce à une collaboration avec des partenaires tels que la JICA, l'AFD et la SAICM.
- Le soutien aux pays insulaires océaniques pour faire face à la pollution marine causée par les épaves de la Seconde Guerre mondiale, y compris les rejets d'hydrocarbures.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette division :

David HAYNES	Directeur de la division Gestion des déchets et lutte contre la pollution
Stanley EBELEWICZ	Chef d'équipe, Initiative de gestion des déchets solides (AFD)
Frank GRIFFIN	Conseiller en gestion des déchets dangereux
Pulemalie HABIRI	Secrétaire du directeur/Assistante de division
Esther RICHARDS	Conseillère en gestion des déchets solides
Anthony TALOULI	Conseiller en pollution
Lusiana RALOGAIVAU	Coordinatrice des projets du FEM
<i>En cours de recrutement</i>	Directeur du projet du 10 ^e FED sur les déchets dangereux
<i>En cours de recrutement</i>	Administrateur du projet du 10 ^e FED sur les déchets dangereux
Scott WILSON	Agent de l'AMSA chargé de la pollution marine

Volet : Gestion des déchets et lutte contre la pollution

OBJECTIF : Aider les Membres à élaborer des lois, règlements et instruments financiers qui favoriseront la modification des comportements pour minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																																				
WMPC1 : Modification des comportements WMPC1.1 – Stratégie : Aider les Membres à élaborer des lois, règlements et instruments financiers qui favoriseront la modification des comportements pour minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication																																								
W3.1.1 - Sensibilisation accrue des populations insulaires océaniques au besoin de gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux et de lutter contre la pollution pour réduire le volume de détritux et améliorer la santé de l'environnement	3.1.1.1 D'ici 2015, augmentation de la part des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés par tous les Membres	<ul style="list-style-type: none"> Proportion des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique pour améliorer la gestion régionale de l'amiante, des déchets électroniques et des déchets d'activités de soins (10^e FED) Fournir un appui technique en vue de programmes régionaux de gestion des huiles usagées (AFD et Alliance FEM-Pacifique) Fournir un appui technique pour gérer les sites contaminés (Alliance FEM-Pacifique) Fournir une assistance et un appui techniques à au moins deux ÉTIO pour améliorer les pratiques de gestion des déchets solides Coordonner le Plan d'activité du Centre régional des conventions de Waigani/Bâle et les CdP à ces conventions Fournir une assistance et un appui techniques aux ÉTIO en vue de l'élaboration de directives nationales sur l'immersion des déchets en mer Mettre à jour l'opuscule sur les instruments de l'OMI 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 2 355 984</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>221 700</td> <td>2 134 284</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>AFD</td> <td>121 000</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>107 131</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>1 856 970</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FEM-PNUE</td> <td>91 878</td> <td></td> </tr> <tr> <td>OMI</td> <td>5 500</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Parties aux conventions</td> <td>125 400</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog.</td> <td>2 535</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>45 570</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 2 355 984			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	221 700	2 134 284	0	Source de financement			AFD	121 000		AUXB	107 131		UE	1 856 970		FEM-PNUE	91 878		OMI	5 500		Parties aux conventions	125 400		Soutien aux prog.	2 535		NZXB	45 570	
	Sous-total – 2 355 984																																							
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																																						
221 700	2 134 284	0																																						
Source de financement																																								
AFD	121 000																																							
AUXB	107 131																																							
UE	1 856 970																																							
FEM-PNUE	91 878																																							
OMI	5 500																																							
Parties aux conventions	125 400																																							
Soutien aux prog.	2 535																																							
NZXB	45 570																																							
	3.1.1.2 D'ici 2015, amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq Membres insulaires	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'incidents de pollution et de problèmes de qualité des eaux côtières 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir un appui technique en vue de la mise à jour des NATPLAN de 3 ÉTIO Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale d'intervention en cas de pollution marine dans 2 ÉTIO Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration et de la mise à jour de la législation nationale sur la pollution marine (y compris l'introduction d'organismes marins nuisibles par les navires) dans 2 ÉTIO Fournir un appui technique en vue de la gestion des matières plastiques dans le milieu marin et de leurs impacts régionaux 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 131 800</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>47 870</td> <td>83 930</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>74 265</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Parties aux conventions</td> <td>55 000</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog.</td> <td>2 535</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 131 800			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	47 870	83 930	0	Source de financement			AUXB	74 265		Parties aux conventions	55 000		Soutien aux prog.	2 535																
Sous-total – 131 800																																								
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																																						
47 870	83 930	0																																						
Source de financement																																								
AUXB	74 265																																							
Parties aux conventions	55 000																																							
Soutien aux prog.	2 535																																							

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2014 G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																				
	3.1.1.3 Exécution de programmes de minimisation des déchets fondés sur les principes du refus, de la réduction, de la réutilisation et du recyclage, lors de cinq manifestations sportives ou culturelles régionales importantes, et large diffusion des enseignements	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de programmes de minimisation des déchets mis en œuvre lors de manifestations importantes 	1. Fournir un appui en vue du verdissement de la 3 ^e Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement devant se tenir au Samoa	<p align="center">Sous-total – 7 112</p> <table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">5 682</td> <td align="center">1 430</td> <td align="center">0</td> </tr> </table> <p align="center">Source de financement</p> <table border="1"> <tr> <td>NZXB</td> <td align="center">7 112</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	5 682	1 430	0	NZXB	7 112												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																						
5 682	1 430	0																						
NZXB	7 112																							
	3.1.1.4 Kit de communication sur la gestion des déchets élaboré d'ici 2012 et utilisé par au moins cinq Membres insulaires d'ici 2014	<ul style="list-style-type: none"> État d'achèvement des kits de communication sur la gestion des déchets ; nombre de Membres utilisant ces kits 	1. Diffuser la boîte à outils de communication sur la gestion des déchets et fournir des conseils techniques en vue de son adoption	<p align="center">Sous-total – 7 662</p> <table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">5 682</td> <td align="center">1 980</td> <td align="center">0</td> </tr> </table> <p align="center">Source de financement</p> <table border="1"> <tr> <td>NZXB</td> <td align="center">7 662</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	5 682	1 980	0	NZXB	7 662												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																						
5 682	1 980	0																						
NZXB	7 662																							
	3.1.1.5 Exécution et suivi de programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution par certains Membres d'ici 2013	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant mis en œuvre des programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution 	<ol style="list-style-type: none"> Essais réalisés à Nioué, aux Îles Cook et à Kiribati concernant le compostage et la gestion des déchets d'activités de soins (Alliance FEM-Pacifique) Appui fourni aux Fidji en vue de l'amélioration des pratiques de gestion des déchets dans le contexte du changement climatique (ICCAI) Appui fourni à un atoll océanien en vue de l'amélioration des pratiques de gestion des déchets (10^e FED) Appui fourni à 14 pays insulaires océaniques en vue de l'amélioration de la gestion des déchets solides (AFD) 	<p align="center">Sous-total – 491 250</p> <table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">175 600</td> <td align="center">315 650</td> <td align="center">0</td> </tr> </table> <p align="center">Source de financement</p> <table border="1"> <tr> <td>AFD</td> <td align="center">47 300</td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td align="center">64 307</td> </tr> <tr> <td>AUXXB</td> <td align="center">11 000</td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td align="center">98 536</td> </tr> <tr> <td>FEM-PNUE</td> <td align="center">227 798</td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td align="center">39 774</td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog.</td> <td align="center">2 535</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	175 600	315 650	0	AFD	47 300	AUXB	64 307	AUXXB	11 000	UE	98 536	FEM-PNUE	227 798	NZXB	39 774	Soutien aux prog.	2 535
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																						
175 600	315 650	0																						
AFD	47 300																							
AUXB	64 307																							
AUXXB	11 000																							
UE	98 536																							
FEM-PNUE	227 798																							
NZXB	39 774																							
Soutien aux prog.	2 535																							

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2014 G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																					
WMPC2 : WMPC2.1 – Stratégie :																									
Connaissances, données, planification et recherche Aider et encourager les pays membres à collecter, analyser, interpréter et diffuser des données sur les déchets, les produits chimiques dangereux et la pollution pour en améliorer la gestion d'ici 2015. Stratégie quinquennale de renforcement de la législation environnementale au niveau national, axée sur les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.																									
W3.2.1 Stratégies et plans détaillés de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution reposant sur des données techniques fiables recueillies pour les Membres et actions prioritaires mises en œuvre d'ici 2015	3.2.1.1 Méthodes standard de collecte, stockage, analyse et interprétation des données de pollution et de gestion des déchets en place, diffusées et utilisées par au moins six ÉTIO	<ul style="list-style-type: none"> État d'achèvement des méthodes standard d'analyse de la pollution et de gestion des déchets Nombre de Membres utilisant ces méthodes 	1. Fournir un appui continu aux pays insulaires océaniques pour les aider à surveiller l'importation de substances potentiellement dangereuses 2. Fournir des conseils et un appui techniques aux ÉTIO en vue de la cartographie des ressources côtières 3. Fournir une assistance et un appui techniques aux ÉTIO en vue de la mise en place de lieux de refuge en cas d'incidents maritimes	<table border="1"> <tr> <td align="center" colspan="3">Sous-total – 35 942</td> </tr> <tr> <td align="center">Frais de personnel</td> <td align="center">Frais de Fonctionnement</td> <td align="center">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">30 442</td> <td align="center">5 500</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr> <td align="center" colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td align="center">AUXB</td> <td align="center">25 752</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">UE</td> <td align="center">5 065</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">Soutien aux prog. A identifier</td> <td align="center">2 535</td> <td align="center">2 590</td> </tr> </table>	Sous-total – 35 942			Frais de personnel	Frais de Fonctionnement	Frais d'investissement	30 442	5 500	0	Source de financement			AUXB	25 752		UE	5 065		Soutien aux prog. A identifier	2 535	2 590
	Sous-total – 35 942																								
	Frais de personnel	Frais de Fonctionnement	Frais d'investissement																						
	30 442	5 500	0																						
	Source de financement																								
	AUXB	25 752																							
	UE	5 065																							
	Soutien aux prog. A identifier	2 535	2 590																						
	3.2.1.2 Augmentation du nombre d'articles pertinents publiés dans des revues, actes et autres publications scientifiques régionales et internationales	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'articles publiés sur la pollution et la gestion des déchets dans le Pacifique 	1. Actualiser la base de données d'articles sur la pollution et les déchets dans le Pacifique, accessible depuis le site du PROE 2. Développer le site du PACPOL	<table border="1"> <tr> <td align="center" colspan="3">Sous-total – 17 546</td> </tr> <tr> <td align="center">Frais de personnel</td> <td align="center">Frais de fonctionnement</td> <td align="center">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">17 546</td> <td align="center">0</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr> <td align="center" colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td align="center">AUXB</td> <td align="center">11 864</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">NZXB</td> <td align="center">5 682</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 17 546			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	17 546	0	0	Source de financement			AUXB	11 864		NZXB	5 682				
Sous-total – 17 546																									
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																							
17 546	0	0																							
Source de financement																									
AUXB	11 864																								
NZXB	5 682																								
3.2.1.3 Tour d'horizon régional de la gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de la lutte contre la pollution publié d'ici 2015	<ul style="list-style-type: none"> État d'achèvement du tour d'horizon régional de la gestion des déchets, des produits chimiques et de la pollution 	1. Données sur l'état de la gestion des déchets dans la région collectées en vue de leur publication	<table border="1"> <tr> <td align="center" colspan="3">Sous-total – 49 539</td> </tr> <tr> <td align="center">Frais de personnel</td> <td align="center">Frais de fonctionnement</td> <td align="center">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">49 539</td> <td align="center">0</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr> <td align="center" colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td align="center">AUXB</td> <td align="center">21 164</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">UE</td> <td align="center">22 693</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">NZXB</td> <td align="center">5 682</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 49 539			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	49 539	0	0	Source de financement			AUXB	21 164		UE	22 693		NZXB	5 682		
Sous-total – 49 539																									
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																							
49 539	0	0																							
Source de financement																									
AUXB	21 164																								
UE	22 693																								
NZXB	5 682																								

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2014 G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																							
WMPC3 : WMPC3.1 – Stratégie																											
Renforcement des capacités et conseils en matière de bonnes pratiques Recenser et combler les déficits de capacités des Membres pour permettre la mise en œuvre d'activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution d'ici 2015																											
W3.3.1 Capacité des Membres sensiblement augmentée d'ici 2015 en matière d'élaboration et de mise en œuvre de programmes et activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution	3.3.1.1 Analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution achevée en 2011 et révisée en 2015, en association avec d'autres travaux comme ceux réalisés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	<ul style="list-style-type: none"> État d'achèvement de l'analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux Date de l'examen de cette analyse 	1. Fournir des conseils et un appui techniques aux ÉTIO en vue de la réalisation d'études biologiques de référence sur les ports à haut risque 2. Fournir une assistance et un appui techniques aux ÉTIO concernant les demandes d'évaluation de la gestion des déchets	<table border="1"> <tr> <td align="center" colspan="3">Sous-total – 28 114</td> </tr> <tr> <td align="center">Frais de personnel</td> <td align="center">Frais de fonctionnement</td> <td align="center">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">11 614</td> <td align="center">16 500</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr> <td align="center" colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td align="center">AUXB</td> <td align="center">5 932</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">OMI</td> <td align="center">16 500</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">NZXB</td> <td align="center">5 682</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 28 114			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	11 614	16 500	0	Source de financement			AUXB	5 932		OMI	16 500		NZXB	5 682			
	Sous-total – 28 114																										
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																								
	11 614	16 500	0																								
	Source de financement																										
	AUXB	5 932																									
	OMI	16 500																									
	NZXB	5 682																									
	3.3.1.2 Au moins une activité régionale mise en œuvre d'ici 2012 pour combler les déficits de capacités des Membres	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'activités régionales mises en œuvre pour combler les déficits de capacités des Membres concernant les déchets et la pollution 	1. Assurer une formation sur la gestion des déchets dangereux (Alliance FEM-Pacifique) 2. Assurer une formation régionale sur la gestion des déchets solides (AFD) 3. Assurer une formation nationale et régionale sur la lutte contre la pollution	<table border="1"> <tr> <td align="center" colspan="3">Sous-total – 427 585</td> </tr> <tr> <td align="center">Frais de personnel</td> <td align="center">Frais de fonctionnement</td> <td align="center">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">96 925</td> <td align="center">330 660</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr> <td align="center" colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td align="center">AFD</td> <td align="center">125 400</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">AUXB</td> <td align="center">96 839</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">FEM-PNUJ</td> <td align="center">194 714</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">NZXB</td> <td align="center">10 632</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 427 585			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	96 925	330 660	0	Source de financement			AFD	125 400		AUXB	96 839		FEM-PNUJ	194 714		NZXB	10 632
Sous-total – 427 585																											
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																									
96 925	330 660	0																									
Source de financement																											
AFD	125 400																										
AUXB	96 839																										
FEM-PNUJ	194 714																										
NZXB	10 632																										
3.3.1.3 Cinq modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution identifiés et diffusés à tous les Membres et au moins un modèle reproduit chez certains Membres d'ici 2015	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution diffusés Nombre de modèles reproduits 	1. Recenser les meilleures pratiques régionales concernant la gestion de l'amiante, des déchets d'activités de soins et des déchets électroniques, y compris les options, politiques et interventions prioritaires (10 ^e FED) 2. Fournir une assistance et un appui techniques en actualisant et diffusant à tous les ÉTIO des informations sur les mouvements maritimes, en se concentrant sur les effets des paquebots sur les petites nations insulaires	<table border="1"> <tr> <td align="center" colspan="3">Sous-total – 177 021</td> </tr> <tr> <td align="center">Frais de personnel</td> <td align="center">Frais de fonctionnement</td> <td align="center">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">72 011</td> <td align="center">105 010</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr> <td align="center" colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td align="center">AUXB</td> <td align="center">27 107</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">UE</td> <td align="center">147 528</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">Soutien aux prog.</td> <td align="center">2 386</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 177 021			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	72 011	105 010	0	Source de financement			AUXB	27 107		UE	147 528		Soutien aux prog.	2 386				
Sous-total – 177 021																											
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																									
72 011	105 010	0																									
Source de financement																											
AUXB	27 107																										
UE	147 528																										
Soutien aux prog.	2 386																										

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2014 G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																								
	3.3.1.4 Formation sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution proposée à tous les Membres	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de directives sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux diffusées 	<ol style="list-style-type: none"> Campagne de sensibilisation à la gestion des déchets dangereux (10^e FED) Rédiger un manuel de gestion des déchets et des directives destinées aux professionnels et responsables de l'action publique 	<table border="1"> <tr> <td align="center" colspan="3">Sous-total – 133 532</td> </tr> <tr> <td align="center">Frais de personnel</td> <td align="center">Frais de fonctionnement</td> <td align="center">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">19 202</td> <td align="center">114 330</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr> <td align="center" colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td align="center">AUXB</td> <td align="center">7 838</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">UE</td> <td align="center">112 350</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">NZXB</td> <td align="center">13 344</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 133 532			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	19 202	114 330	0	Source de financement			AUXB	7 838		UE	112 350		NZXB	13 344				
Sous-total – 133 532																												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
19 202	114 330	0																										
Source de financement																												
AUXB	7 838																											
UE	112 350																											
NZXB	13 344																											
W3.3.2 Les Membres sont mieux équipés pour se préparer et réagir aux sources de pollution marine causées par les navires et pour les éviter	3.3.2.1 Atteinte des objectifs du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique 2010-2014 (PACPOL)	<ul style="list-style-type: none"> Objectifs du PACPOL atteints à la fin de l'analyse de la stratégie 	<ol style="list-style-type: none"> Consolider les données sur l'état et les impacts potentiels des épaves de la Seconde Guerre mondiale Élaborer et diffuser un Plan sur les installations portuaires régionales de réception des déchets 	<table border="1"> <tr> <td align="center" colspan="3">Sous-total – 75 991</td> </tr> <tr> <td align="center">Frais de personnel</td> <td align="center">Frais de fonctionnement</td> <td align="center">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">37 491</td> <td align="center">38 500</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr> <td align="center" colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td align="center">AUXB</td> <td align="center">31 134</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">UE</td> <td align="center">9 472</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">OMI</td> <td align="center">33 000</td> <td></td> </tr> <tr> <td align="center">Soutien aux prog.</td> <td align="center">2 386</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 75 991			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	37 491	38 500	0	Source de financement			AUXB	31 134		UE	9 472		OMI	33 000		Soutien aux prog.	2 386	
Sous-total – 75 991																												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
37 491	38 500	0																										
Source de financement																												
AUXB	31 134																											
UE	9 472																											
OMI	33 000																											
Soutien aux prog.	2 386																											

TOTAL PRIORITÉ 3	Frais de personnel	791 304 \$
	Frais de fonctionnement	3 147 774 \$
	Frais d'investissement	0 \$
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>3 939 078 \$</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	385 174
	UE	189 440
	FEM-PNUE	88 140
	NZXB	113 640
	Soutien aux prog.	14 910
	Frais de fonctionnement :	AFD
AUXB		88 160
	AUXXB	11 000
	UE	2 063 174
	FEM-PNUE	426 250
	OMI	55 000
	NZXB	27 500
	Parties aux conventions	180 400
Frais d'investissement :	À identifier	2 590
	FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	3 145 184
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	2 590	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 : SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE

OBJECTIF : D’ici 2015, tous les Membres seront à même d’élaborer et de mettre en œuvre des cadres et processus transparents et rigoureux pour améliorer la gouvernance, la planification et la surveillance environnementales ainsi que les rapports sur l’environnement, et le Secrétariat produira des évaluations périodiques régionales de l’état de l’environnement

Contexte stratégique

La division Surveillance environnementale et gouvernance : fournira des cadres politiques, juridiques et institutionnels solides ; fournira des cadres de planification intégrée ; établira des systèmes efficaces de suivi et de notification ; développera les capacités concernant les SIG ; améliorera la participation et la sensibilisation au niveau international ; contribuera à l’élaboration de cadres institutionnels de suivi-évaluation ; contribuera à l’intégration de l’environnement dans le développement durable ; améliorera l’accès aux fonds du FEM et leur utilisation et gestion stratégiques.

Les principales activités prévues pour 2014 comprennent :

- Révision de la législation nationale et des politiques de 2 pays
- Révision des directives régionales sur les ÉIE
- Application expérimentale des directives régionales dans au moins un pays et diffusion à tous les pays
- Bilan régional de la mise en œuvre des législations nationales sur les AME
- Assistance en vue de la participation effective aux AME et notamment au Protocole de Nagoya
- Assistance à 3 pays concernant les plans d’action nationaux au titre de la CNULD et les rapports associés
- Appui efficace sur les questions concernant le FEM
- Financement pour la préparation d’un projet du FEM sur le renforcement des capacités approuvé par la 25^e Conférence du PROE
- Révision des SNAGE d’au moins 2 pays
- Établissement de liens entre les SNAGE et les Stratégies nationales de développement durable

- Appui au gouvernement samoan concernant la conférence des PÉID de 2014
- Élaboration de directives régionales de suivi
- Formation expérimentale sur les directives dans 2 pays
- Renforcement des capacités dans le cadre de toutes les activités du projet ACP sur les AME
- Élaboration et application continues du cadre relatif aux rapports sur l’état de l’environnement
- Élaboration de mécanismes de partage des données
- Achèvement de 2 rapports nationaux sur l’état de l’environnement
- Poursuite du développement de la base de données sur les indicateurs nationaux minima du développement (environnement)

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette division :

Sefanaia NAWADRA	Directeur de la division Surveillance environnementale et gouvernance
Clark PETERU	Conseiller juridique
Meapelo MAIAI	Conseiller chargé de l’assistance du FEM
Mark GRAHAM	Conseiller en surveillance et notification environnementales
Tepa SUAESI	Spécialiste de la planification environnementale
Paul ANDERSON	Spécialiste de la surveillance de l’environnement
Theresa FRUEAN-AFA	Secrétaire du directeur/Assistante de division
<i>Vacant</i>	Conseiller en développement durable
<i>En cours de recrutement</i>	Conseiller en planification et développement des capacités

Volet : **EMG1 – CADRES PROPICES**

OBJECTIF : **Renforcer les cadres, politiques et processus nationaux et la mise en œuvre de la gouvernance, y compris les études d’impact sur l’environnement (EIE), la surveillance et les rapports sur l’environnement et les mécanismes institutionnels connexes**

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																								
EMG1 Cadres propices EMG1.1 – STRATÉGIE : Renforcer les cadres, politiques et processus nationaux et la mise en œuvre de la gouvernance, y compris les études d’impact sur l’environnement (ÉIE), la surveillance et les rapports sur l’environnement et les mécanismes institutionnels connexes																												
E4.1.1 Adoption et utilisation formalisée des évaluations stratégiques de l’environnement et des évaluations intégrées de l’environnement en tant qu’importants outils de planification dans tous les pays	4.1.1.1 D’ici 2015, élaboration de modèles océaniques de cadres réglementaires, couvrant les études d’impact, les évaluations intégrées et les évaluations stratégiques de l’environnement	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de modèles de cadres réglementaires (études d’impact, évaluations intégrées et évaluations stratégiques de l’environnement) élaborés 	<ol style="list-style-type: none"> Parachever les nouvelles directives du PROE sur les ÉIE en vue de leur adoption par la 25^e Conférence du PROE Tester les nouvelles directives du PROE sur les ÉIE à Kiribati et les diffuser à tous les autres ÉTIO 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 194 172</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d’investissement</td> </tr> <tr> <td>91 433</td> <td>102 739</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>47 439</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>66 651</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog. PNUE-CE</td> <td>5 118</td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td>74 965</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 194 172			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement	91 433	102 739	0	Source de financement			AUXB	47 439		NZXB	66 651		Soutien aux prog. PNUE-CE	5 118			74 965	
	Sous-total – 194 172																											
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement																									
91 433	102 739	0																										
Source de financement																												
AUXB	47 439																											
NZXB	66 651																											
Soutien aux prog. PNUE-CE	5 118																											
	74 965																											
4.1.1.2 D’ici 2015, mise en place chez au moins cinq Membres insulaires de cadres intégrés de politiques et de réglementations favorables, inspirés des modèles océaniques	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant instauré des cadres réglementaires intégrés basés sur les modèles océaniques 	<ol style="list-style-type: none"> Voir 4.1.2.2 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 41 254</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d’investissement</td> </tr> <tr> <td>17 274</td> <td>23 980</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>NZXB</td> <td>35 754</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PNUE-CE</td> <td>5 500</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 41 254			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement	17 274	23 980	0	Source de financement			NZXB	35 754		PNUE-CE	5 500								
	Sous-total – 41 254																											
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement																										
17 274	23 980	0																										
Source de financement																												
NZXB	35 754																											
PNUE-CE	5 500																											
4.1.1.3 D’ici 2015, recensement des besoins régionaux pour veiller à ce que tous les enjeux importants soient examinés	<ul style="list-style-type: none"> Analyse des besoins réalisée 	<ol style="list-style-type: none"> Bilan régional du respect des lois nationales sur l’environnement achevé 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d’investissement</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement				Source de financement															
Sous-total																												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement																										
Source de financement																												

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																													
EMG1.2 – STRATÉGIE : Stratégie quinquennale de renforcement de la législation environnementale au niveau national, axée sur les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets																																	
E4.1.2 Lois promulguées par les Membres pour satisfaire aux obligations majeures découlant des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et aux priorités environnementales nationales	4.1.2.1 D'ici 2015, actualisation et publication des examens nationaux de la législation environnementale réalisés dans les années 1990	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant actualisé l'examen de leur législation environnementale 	1. Actualiser les examens de la législation environnementale dans au moins 2 ÉTIO : Îles Salomon et Fidji	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 86 401</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>64 401</td> <td>22 000</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td></td> <td>NZXB</td> <td>64 401</td> </tr> <tr> <td></td> <td>PNUE-CE</td> <td>22 000</td> </tr> </table>	Sous-total – 86 401			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	64 401	22 000	0	Source de financement				NZXB	64 401		PNUE-CE	22 000											
	Sous-total – 86 401																																
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																														
64 401	22 000	0																															
Source de financement																																	
	NZXB	64 401																															
	PNUE-CE	22 000																															
4.1.2.2 Législation nationale adoptée et fonctionnaires formés pour appliquer les dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement (par ex. application des règlements de la CITES et matériels de sensibilisation)	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres dotés d'une législation pour appliquer les dispositions des AME Nombre de Membres dont des fonctionnaires sont formés à l'application des dispositions des AME 	<ol style="list-style-type: none"> Formation et appui technique concernant l'alignement des plans d'action nationaux et les rapports au titre du Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre (PRAIS) de la CNUDL dans au moins 3 pays : Tonga, Îles Salomon et Vanuatu Examen régional de la législation concernant l'application des AME – voir 4.1.1.2 Assistance fournie aux pays en vue de la ratification du Protocole de Nagoya et élaboration de demandes de financement en vue de sa mise en œuvre à l'échelon national 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 175 481</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>36 936</td> <td>138 545</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td></td> <td>GIZ</td> <td>22 400</td> </tr> <tr> <td></td> <td>NZXB</td> <td>48 193</td> </tr> <tr> <td>Parties aux conventions</td> <td></td> <td>22 000</td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog.</td> <td></td> <td>2 388</td> </tr> <tr> <td></td> <td>PNUE-CE</td> <td>5 500</td> </tr> <tr> <td></td> <td>À identifier</td> <td>75 000</td> </tr> </table>	Sous-total – 175 481			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	36 936	138 545	0	Source de financement				GIZ	22 400		NZXB	48 193	Parties aux conventions		22 000	Soutien aux prog.		2 388		PNUE-CE	5 500		À identifier	75 000
Sous-total – 175 481																																	
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																															
36 936	138 545	0																															
Source de financement																																	
	GIZ	22 400																															
	NZXB	48 193																															
Parties aux conventions		22 000																															
Soutien aux prog.		2 388																															
	PNUE-CE	5 500																															
	À identifier	75 000																															
4.1.2.3 Les pays océaniques ayant ratifié des AME proposent de nouvelles priorités concernant l'assistance fournie par les Parties aux AME et par les donateurs potentiels	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de propositions soumises par des pays océaniques ayant ratifié des AME au sujet de nouvelles priorités en matière d'assistance 	<ol style="list-style-type: none"> Soutien apporté aux processus du FEM dans les pays insulaires océaniques Appui stratégique et technique fourni aux pays insulaires océaniques lors des réunions liées au FEM Appui fourni aux demandes d'accréditation du PROE en tant qu'agent d'exécution au titre du FEM et du Fonds pour l'adaptation Formulation et consultation dans le cadre du financement pour la préparation d'un projet du FEM sur le renforcement des capacités. Ajout de 100 000 dollars É.-U. consacrés au renforcement des capacités régionales 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 251 126</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>101 125</td> <td>150 001</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td></td> <td>AUXB</td> <td>50 001</td> </tr> <tr> <td></td> <td>AUXXB</td> <td>98 737</td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog.</td> <td></td> <td>2 388</td> </tr> <tr> <td></td> <td>PNUE</td> <td>100 000</td> </tr> </table>	Sous-total – 251 126			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	101 125	150 001	0	Source de financement				AUXB	50 001		AUXXB	98 737	Soutien aux prog.		2 388		PNUE	100 000						
Sous-total – 251 126																																	
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																															
101 125	150 001	0																															
Source de financement																																	
	AUXB	50 001																															
	AUXXB	98 737																															
Soutien aux prog.		2 388																															
	PNUE	100 000																															

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																					
EMG2 Intégration EMG2.1 – STRATÉGIE : Appuyer l'intégration des politiques et initiatives de gouvernance environnementale portant sur le changement climatique, la biodiversité et la gestion durable des écosystèmes, les espèces envahissantes et la gestion des déchets, dans l'ensemble des programmes et des processus nationaux de développement et de planification udgétaire																									
E4.2.1 Participation accrue des secteurs économiques et sociaux, de la recherche nationale et des établissements éducatifs à la planification environnementale	4.2.1.1 Tous les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs d'au moins cinq Membres insulaires participent à la planification environnementale nationale	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres dont les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs participent à la planification environnementale nationale 	1. Voir 4.2.1.2	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total</th> </tr> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td colspan="3"></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	0	0	0	Source de financement											
	Sous-total																								
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																						
0	0	0																							
Source de financement																									
4.2.1.2 D'ici 2015, les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cadres internationaux auront été intégrées dans les politiques et stratégies nationales d'au moins cinq Membres	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres intégrant dans leurs politiques et stratégies nationales les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales 	1. Processus de révision et d'actualisation des SNAGE mené à Vanuatu et Tuvalu 2. Appui technique fourni en vue de la mise en œuvre des SNAGE révisées de Kiribati et du Samoa 3. Assistance fournie au Samoa en vue de la bonne organisation de la conférence des PÉID de 2014	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 172 927</th> </tr> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>84 872</td> <td>86 555</td> <td>1 500</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td colspan="2">AUXB</td> <td>106 024</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Soutien aux prog.</td> <td>2 388</td> </tr> <tr> <td colspan="2">PNUE-CE</td> <td>64 515</td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 172 927			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	84 872	86 555	1 500	Source de financement			AUXB		106 024	Soutien aux prog.		2 388	PNUE-CE		64 515	
Sous-total – 172 927																									
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																							
84 872	86 555	1 500																							
Source de financement																									
AUXB		106 024																							
Soutien aux prog.		2 388																							
PNUE-CE		64 515																							
4.2.1.3 Questions touchant à la condition féminine prises en compte dans les activités de planification environnementale	<ul style="list-style-type: none"> Preuves que les questions touchant à la condition féminine sont prises en compte dans les activités de planification environnementale 	1. Intégration des indicateurs sexospécifiques des NMDI dans les NMEI 2. Voir 4.2.1.2	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 4 698</th> </tr> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>4 698</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td colspan="2">PNUE-CE</td> <td>4 698</td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 4 698			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	4 698	0	0	Source de financement			PNUE-CE		4 698							
Sous-total – 4 698																									
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																							
4 698	0	0																							
Source de financement																									
PNUE-CE		4 698																							
EMG3 : Renforcement des capacités EMG3.1 – STRATÉGIE : Renforcer les capacités nationales et régionales à appliquer des processus efficaces de surveillance et d'évaluation de l'environnement dans le cadre des études d'impact, des évaluations intégrées et des évaluations stratégiques de l'environnement ainsi que des rapports sur l'état de l'environnement																									
E4.3.1 Capacités nationales et régionales (techniques et ressources humaines) renforcées en vue de la surveillance de l'environnement et de la production de rapports réguliers sur l'état de l'environnement	4.3.1.1 D'ici 2015, formulation et mise à l'essai de lignes directrices et de programmes régionaux normalisés concernant la formation et l'acquisition de compétences techniques en matière de surveillance, d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> Date d'adoption du programme régional de formation à la surveillance environnementale 	1. Directives régionales de suivi élaborées 2. Mises à l'essai dans 2 pays insulaires océaniques dans le cadre de 4.3.1.2	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 65 085</th> </tr> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d'investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>38 685</td> <td>26 400</td> <td>0</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td colspan="2">AUXB</td> <td>53 708</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Soutien aux prog.</td> <td>4 777</td> </tr> <tr> <td colspan="2">PNUE</td> <td>6 600</td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 65 085			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	38 685	26 400	0	Source de financement			AUXB		53 708	Soutien aux prog.		4 777	PNUE		6 600
	Sous-total – 65 085																								
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																						
38 685	26 400	0																							
Source de financement																									
AUXB		53 708																							
Soutien aux prog.		4 777																							
PNUE		6 600																							

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US																								
	4.3.1.2 D'ici 2015, programme de formation à la surveillance environnementale exécuté et cours de formation des formateurs dispensé chez au moins neuf Membres insulaires	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant exécuté un programme de formation à la surveillance environnementale 	1. Formation à la surveillance environnementale assurée aux Fidji et au Samoa	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 208 737</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>110 672</td> <td>96 565</td> <td>1 500</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>103 384</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PNUE-CE</td> <td>96 554</td> <td></td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td>8 800</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 208 737			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	110 672	96 565	1 500	Source de financement			AUXB	103 384		PNUE-CE	96 554		À identifier	8 800				
Sous-total – 208 737																												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
110 672	96 565	1 500																										
Source de financement																												
AUXB	103 384																											
PNUE-CE	96 554																											
À identifier	8 800																											
	4.3.1.3 D'ici 2015, réseau de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales en place dans le Pacifique	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales ayant intégré un réseau 	1. Proposition concernant la création d'un réseau océanien de professionnels des études d'impact sur l'environnement soumise à l'approbation de la 25 ^e Conférence du PROE (voir 4.1.1.1)	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> </table>	Sous-total			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	0	0	0	Source de financement														
Sous-total																												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
0	0	0																										
Source de financement																												
E.4.3.2 Capacités nationales de mise en œuvre des cadres directeurs et de la législation renforcées	4.3.2.1 D'ici 2015, évaluation des capacités requises et adoption de mesures pour combler les déficits recensés	<ul style="list-style-type: none"> Proportion des déficits de capacités comblés 	1. Toutes les activités de la division s'efforcent de combler les déficits de capacités et sont mises en œuvre dans le cadre de la phase 2 du projet ACP sur les AME	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 0</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> </table>	Sous-total – 0			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	0	0	0	Source de financement														
Sous-total – 0																												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
0	0	0																										
Source de financement																												
EMG4. Suivi et établissement de rapports EMG4.1 – STRATÉGIE : Élaborer des indicateurs nationaux et régionaux prioritaires sur l'environnement et un programme approprié de rapports sur l'état de l'environnement																												
E4.4.1 Systèmes normalisés de rapports régionaux et nationaux sur l'état de l'environnement élaborés et largement utilisés pour établir des niveaux de référence et mesurer les évolutions	4.4.1.1 D'ici 2015, mise en place d'un cadre pour réaliser des évaluations et des rapports régionaux réguliers sur l'état de l'environnement et pour adopter des dispositions en matière d'accès aux données et de partage des données	<ul style="list-style-type: none"> Date de mise en place d'un cadre régional sur l'état de l'environnement 	<ol style="list-style-type: none"> Poursuivre l'élaboration et l'application du cadre relatif aux rapports sur l'état de l'environnement approuvés par la 23^e Conférence du PROE Élaborer des mécanismes de partage des données et mener des consultations nationales et régionales Parachever les rapports sur l'état de l'environnement des Îles Cook et de Vanuatu Indicateurs de référence élaborés et testés avec les NMDI dans 2 ÉTIO Base de données NMDI ENV + alimentées avec les données de 3 ÉTIO Rapport régional sur l'état de l'environnement – Perspectives du Pacifique sur le changement climatique et l'environnement (PECCO) – publié en 2012 et utilisé comme guide lors de l'élaboration du rapport sur l'état de l'environnement de 2015 Saisie des NMDI et utilisation des rapports nationaux sur l'état de l'environnement lors de la préparation du rapport régional 	<table border="1"> <tr> <td colspan="3">Sous-total – 310 070</td> </tr> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td>179 383</td> <td>130 687</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td colspan="3">Source de financement</td> </tr> <tr> <td>AUXB</td> <td>134 657</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PNUE</td> <td>8 960</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PNUE-CE</td> <td>151 463</td> <td></td> </tr> <tr> <td>À identifier</td> <td>14 990</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 310 070			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	179 383	130 687	0	Source de financement			AUXB	134 657		PNUE	8 960		PNUE-CE	151 463		À identifier	14 990	
Sous-total – 310 070																												
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																										
179 383	130 687	0																										
Source de financement																												
AUXB	134 657																											
PNUE	8 960																											
PNUE-CE	151 463																											
À identifier	14 990																											

Priorité 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2014 G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US															
	4.4.1.2 Niveaux de référence des principaux indicateurs régionaux sur l'environnement établis, y compris les grands indicateurs sur le changement climatique, la biodiversité ainsi que les déchets et la pollution, surveillance régulière effectuée et rapport sur l'état de la biodiversité régionale produit en 2015	<ul style="list-style-type: none"> Date d'adoption des niveaux de référence des principaux indicateurs environnementaux 	1. Voir 4.4.1.1	<table border="1"> <tr><td align="center" colspan="3">Sous-total</td></tr> <tr> <td align="center">Frais de personnel</td> <td align="center">Frais de fonctionnement</td> <td align="center">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">0</td> <td align="center">0</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr><td align="center" colspan="3">Source de financement</td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </table>	Sous-total			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	0	0	0	Source de financement					
Sous-total																			
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																	
0	0	0																	
Source de financement																			
	4.4.1.3 D'ici 2015, diffusion d'un premier rapport sur l'état de l'environnement de la région	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant contribué à l'établissement des indicateurs sur l'état de l'environnement État d'avancement du rapport régional sur l'état de l'environnement 	1. Voir 4.4.1.1	<table border="1"> <tr><td align="center" colspan="3">Sous-total</td></tr> <tr> <td align="center">Frais de personnel</td> <td align="center">Frais de fonctionnement</td> <td align="center">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">0</td> <td align="center">0</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr><td align="center" colspan="3">Source de financement</td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </table>	Sous-total			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	0	0	0	Source de financement					
Sous-total																			
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																	
0	0	0																	
Source de financement																			
	4.4.1.4 D'ici 2015, mise en place de bases de données nationales et régionales aux fins d'inventaire et de surveillance de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> État de la mise en place des systèmes d'inventaire nationaux et régionaux 		<table border="1"> <tr><td align="center" colspan="3">Sous-total</td></tr> <tr> <td align="center">Frais de personnel</td> <td align="center">Frais de fonctionnement</td> <td align="center">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">0</td> <td align="center">0</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr><td align="center" colspan="3">Source de financement</td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </table>	Sous-total			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	0	0	0	Source de financement					
Sous-total																			
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																	
0	0	0																	
Source de financement																			
	4.4.1.5 D'ici 2015, mise en place de procédures de gestion des données et des informations et de préparation des rapports	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres disposant de procédures de gestion des données 	1. Voir 4.4.1.1	<table border="1"> <tr><td align="center" colspan="3">Sous-total</td></tr> <tr> <td align="center">Frais de personnel</td> <td align="center">Frais de fonctionnement</td> <td align="center">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">0</td> <td align="center">0</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr><td align="center" colspan="3">Source de financement</td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </table>	Sous-total			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	0	0	0	Source de financement					
Sous-total																			
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																	
0	0	0																	
Source de financement																			
	4.4.1.6 D'ici 2015, production par au moins cinq Membres insulaires de leurs rapports nationaux sur l'état de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant produit leurs rapports sur l'état de l'environnement 	1. Voir 4.4.1.1	<table border="1"> <tr><td align="center" colspan="3">Sous-total</td></tr> <tr> <td align="center">Frais de personnel</td> <td align="center">Frais de fonctionnement</td> <td align="center">Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">0</td> <td align="center">0</td> <td align="center">0</td> </tr> <tr><td align="center" colspan="3">Source de financement</td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </table>	Sous-total			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	0	0	0	Source de financement					
Sous-total																			
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																	
0	0	0																	
Source de financement																			

TOTAL PRIORITÉ 4	Frais de personnel	729 480 \$
	Frais de fonctionnement	777 472 \$
	Frais d'investissement	3 000 \$
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>1 509 952 \$</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	356 371
	AUXXB	98 737
	NZXB	163 349
	Soutien aux prog.	17 060
	PNUE	93 963
Frais de fonctionnement :	AUXB	135 841
	GIZ	22 400
	NZXB	51 649
	Parties aux conventions	22 000
	PNUE-CE	331 232
Frais d'investissement :	PNUE	115 560
	À identifier	98 790
	AUXB	3 000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	1 411 162	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	98 790	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 5 : SERVICES GÉNÉRAUX

Objectif : *Veiller au bon fonctionnement du Secrétariat et à la prestation efficace de services à tous les Membres*

Contexte stratégique

La direction et les services généraux ont pour mission de veiller à ce que le PROE continue d’être une organisation efficace et performante, propre à répondre aux priorités des Membres formulées dans son Plan stratégique 2011-2015, grâce à la prestation des services d’appui suivants : finances, ressources humaines et administration, technologies de l’information, communication et sensibilisation, publications, éducation et information.

Cet appui vise notamment les domaines prioritaires suivants : changement climatique, biodiversité et gestion écosystémique, gestion des déchets et lutte contre la pollution, surveillance environnementale et gouvernance.

Les nouveaux systèmes institutionnels et les nouvelles politiques découlant du processus de gestion du changement mené ces trois dernières années font dorénavant partie intégrante du Secrétariat.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de la direction générale et des services généraux :

<u>Nom</u>	<u>Poste</u>
David SHEPPARD	Directeur général
Kosi LATU	Directeur général adjoint
Rosanna GALUVAO AH-CHING	Assistante personnelle du Directeur général
Apiseta ETI	Assistante personnelle du Directeur général adjoint
Selesitina MENI-RETI	Auditrice interne
Non financé	Planificateur stratégique/Attaché de liaison avec les donateurs
Non financé	Responsable du développement et de la qualité de l’Organisation
Christian SLAVEN	Directeur des technologies de l’information

Epeli TAGI	Ingénieur chargé des réseaux et du soutien informatiques
Billy CHAN TING	Spécialiste du développement d’applications web
Ainsolf SO’O	Développeur analyste système
Seema DEO	Conseillère en communication et sensibilisation
Nanette WOONTON	Attachée de relations publiques
Vacant	Chargé des publications
Miraneta WILLIAMS-HAZELMAN	Directrice du Centre d’information et de documentation
Taranaki SEIULI	Chargée de l’information
Lupe SILULU	Responsable des dossiers et des archives
Helen TUILAGI-AH KUOI	Assistante chargée des dossiers et des archives
Alofa TU’UJU	Conseillère financière et administrative
Makereta KAURASI-MANUELI	Comptable
William KUNAI	Comptable de projet
Maraea SLADE-POGI	Comptable
Pauline FRUEAN	Chargée des conférences et des voyages
Ioane IOSEFO	Chargée des finances
Leilani CHAN TUNG	Chargée des finances
Rachel LEVI	Chargée des finances
Elama TOFILAU	Chargé des finances
Lawrence WARNER	Responsable des biens immobiliers
Faamanatu SITITI	Chauffeur/commis
Tologauvale LEAULA	Préposée au nettoyage et au thé
Amosa TO’OTO’O	Préposé au nettoyage et au thé
Silupe GAFA	Jardinier
Simeamativa LEOTA-VAAI	Conseillère en ressources humaines
Luana CHAN	Chargée des ressources humaines
Christine PURCELL	Administratrice adjointe des ressources humaines
Jolynn FEPULEAI	Administratrice adjointe des ressources humaines
Monica TUPAI	Assistante des Services généraux

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
Volet : 5.1 – Direction générale						
CS1.1 – Stratégie : Appuyer les Membres grâce à la prestation efficace de services						
C5.1.1 Diriger efficacement le Secrétariat et le doter des ressources financières et humaines suffisantes pour réaliser les priorités stratégiques du Plan 2011-2015	5.1.1.1 Évaluer l'efficacité de la prestation des services généraux pour veiller à ce que le Secrétariat puisse réaliser les priorités du Plan stratégique 2011-2015	<ul style="list-style-type: none"> Secrétariat disposant des ressources et du soutien nécessaires à la réalisation des priorités stratégiques du Plan 2011-2015 	<ol style="list-style-type: none"> Capacités des Services généraux renforcées en rapport avec la croissance du Secrétariat (finances, RH, TIC, communication, CID, suivi-évaluation) Mise en œuvre du plan d'audit de 2014 et conseils et assistance techniques sur les contrôles internes et la gestion des risques. 	Sous-total – 1 354 383		
	5.1.2.1 Veiller à la planification et à l'organisation efficaces de la Conférence du PROE et des autres réunions de haut niveau dont le PROE est responsable	<ul style="list-style-type: none"> Conférence annuelle du PROE organisée de manière professionnelle, en offrant à tous les Membres la possibilité d'y participer 	<ol style="list-style-type: none"> Documents de la 25^e Conférence du PROE distribués aux Membres Rapport de la Conférence publié sous format papier et électronique, en anglais et en français, et distribué à tous les Membres avant la fin de l'année Rapport annuel pour 2013 publié dans une présentation de haute qualité et diffusé aux Membres avant la 25^e Conférence du PROE 	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
	5.1.3.1 Veiller à la consultation efficace et régulière des Membres	<ul style="list-style-type: none"> Les Membres sont consultés et informés des décisions importantes 	<ol style="list-style-type: none"> Tous les Membres reçoivent la visite de la direction dans le cadre de consultations approfondies ainsi que des mises à jour régulières et le Président est tenu informé des grands dossiers Compte rendu de l'analyse coûts-avantages sur la présence sous-régionale du PROE Consultations avec les Membres concernant la révision du Plan stratégique du PROE 	774 853	576 530	3 000
				Source de financement		
				AUXB	225 310	
				Budget de base	1 023 009	
				NZXB	46 064	
				À identifier	60 000	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US		
Volet : 5.2 – Information et communication						
Sous-volet : 5.2.1 – Technologies de l’information et télécommunications						
C5.2.1a Fournir des systèmes d’information et de communication fiables et conviviaux	5.2.1.1 Gestion des bases de données de l’Organisation et des programmes	<ul style="list-style-type: none"> Bases de données de l’Organisation disponibles aux utilisateurs, régulièrement mises à jour sur une plateforme technique appropriée et stable. 	<ol style="list-style-type: none"> Améliorer en permanence le site web et l’Intranet du PROE Mettre à niveau les logiciels de gestion de base de données du Secrétariat Fournir des conseils et une assistance techniques en vue de la mise en œuvre du nouveau système d’information sur les ressources humaines et du nouveau système financier Fournir un appui technique sur les logiciels de gestion de base de données Préparer la documentation sur l’architecture des systèmes Mettre à niveau MS Exchange Server 	Sous-total – 1 082 723		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement
				816 883	202 440	63 400
				Source de financement		
	5.2.1.2 Assistance sur les TIC fournie au Secrétariat	<ul style="list-style-type: none"> TIC disponibles aux agents du PROE et gérées sur une plateforme technique stable. Perturbations des services informatiques communiquées aux agents du PROE de sorte à perturber le moins possible les activités du Secrétariat. 	<ol style="list-style-type: none"> Migration du serveur du PROE vers Windows 2008 R2. Virtualisation du parc de serveurs du PROE Mise à niveau de l’infrastructure des TIC – système de stockage et de téléphonie Formation du personnel sur les services informatiques et les applications logicielles courantes. Soutien informatique à la Conférence du PROE Conseils et appui techniques sur les sites et portails des projets Mise à niveau des outils de suivi et de notification 	AUXXB	4 911	
	5.2.1.3 Élaboration et mise à jour d’un processus de gestion des risques relatifs aux TIC	<ul style="list-style-type: none"> Processus de gestion des risques relatifs aux TIC élaborés et déployés pour permettre la restauration de données à jour dans les délais les plus brefs en cas de sinistre informatique. 	<ol style="list-style-type: none"> Réviser et tester les plans antisinistres du PROE Réviser et mettre en œuvre les règles et procédures sur les TIC Recherche et développement sur les nouvelles TIC 	Budget de base	452 754	
				Soutien aux prog.	476 997	
				NZXB	133 821	
				À identifier	14 240	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US
Volet : 5.2 – Information et communication				
Sous-volet : 5.2.2 – Unité de documentation et d'information				
C5.2.2a Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux	5.2.2.1 Systèmes d'archivage développés et mis à jour.	<ul style="list-style-type: none"> • Système d'archivage des données élaboré et déployé pour permettre leur récupération rapide. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Numériser les documents administratifs du PROE et les documents concernant les programmes 2. Base de données des documents archivés accessible à l'ensemble du personnel (mémoires d'accord, lettres d'accord, etc.) depuis le portail ou l'intranet du PROE à l'aide de Sharepoint 	
	5.2.2.2 Maintien et amélioration de l'accès aux services bibliothécaires	<ul style="list-style-type: none"> • Réponses aux demandes de service de recherche et de documentation données dans les délais prescrits. • Bases de données bibliographiques actualisées et accessibles. Documents pertinents recensés, catalogués et saisis dans la base de données de la bibliothèque et disponibles sous un format exploitable. • Accès accru aux publications, matériels promotionnels et informations sur l'Organisation sur support papier et électronique. • Collection étendue et actualisée sur les principaux sujets environnementaux concernant le Pacifique de sorte à répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Fournir des services de recherche et de documentation au personnel du PROE et aux parties intéressées de la région 1. Développer la base de données et l'infrastructure Internet de la bibliothèque du PROE pour maximiser l'accès aux matériels d'information sur l'environnement. Recenser les documents pertinents, les cataloguer et les saisir dans la base de données de la bibliothèque. Développer le site web de la bibliothèque du PROE pour améliorer l'accès aux données actuelles et historiques sur l'environnement océanien. 2. Développer et améliorer les systèmes d'identification, de conservation et d'indexation des publications du PROE, des matériels promotionnels et des informations sur l'Organisation sur supports papier et électronique pour faciliter l'accès au cahier des charges des programmes du PROE et aux données historiques sur le Secrétariat. 3. Acquérir des documents sur supports papier et électronique pour répondre aux besoins du PROE et des parties intéressées. 4. Diffuser les publications du PROE aux parties intéressées et bibliothèques dépositaires. 	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US
	5.2.2.3 Systèmes de gestion des dossiers à jour et services fournis	<ul style="list-style-type: none"> Systèmes de gestion des dossiers en place et régulièrement examinés et actualisés conformément aux meilleures pratiques actuelles Services de courrier et d'archivage fournis 	<ol style="list-style-type: none"> Évaluer et améliorer la gestion des dossiers. Remplacer Outlook (emails) par Sharepoint pour la gestion électronique des documents (GED) Fournir des services de gestion des dossiers fiables au Secrétariat 	
Volet : 5.2 – Information et communication				
Sous-volet : 5.2.3 – Communication, publications et éducation				
C5.2.3a Capacités nationales de communication et d'éducation renforcées et appuyées	5.2.3.1 Programmes nationaux d'éducation et de communication sur l'environnement renforcés pour promouvoir les changements de comportements à tous les niveaux	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de pays dotés de stratégies de communication Nombre de publications et de supports de sensibilisation et d'éducation disponibles et accessibles aux Membres par le biais du PROE Activités d'éducation et de sensibilisation à l'environnement menées par le PROE de manière cohérente et coordonnée en privilégiant l'application des principes de l'éducation au développement durable (EDD) 	<ol style="list-style-type: none"> Entamer la mise en œuvre du plan de communication sur l'environnement de Kiribati et élaborer son plan de suivi-évaluation Actualiser le catalogue des matériels d'EE/EDD, y compris les supports pédagogiques sur le changement climatique Élaborer une ébauche en vue de l'inclusion dans le portail océanien sur le changement climatique d'un volet sur les matériels éducatifs destinés aux enseignants (par le biais du groupe de travail de la PCCR sur la gestion des connaissances) Lancer un groupe de discussion sur l'éducation à l'environnement pour coordonner les activités avec les territoires francophones Tester un programme de marketing social axé sur une activité du PROE (p. ex. les espèces envahissantes ou les déchets solides) 	
	5.2.3.2 Questions techniques et scientifiques dûment communiquées à tous les niveaux, des activités communautaires à l'élaboration de politiques	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de matériels de communication scientifique produits et distribués Niveau de compréhension à l'échelon régional des principales thématiques environnementales 	<ol style="list-style-type: none"> Collaborer avec PACE-SD/USP à la collecte et au partage d'informations sur les grands enjeux environnementaux, dont le changement climatique Participer à la réalisation du cadre de suivi-évaluation du PROE pour identifier le niveau de connaissance/compréhension des questions liées à l'environnement et au développement durable Organiser au moins deux ateliers d'écriture destinés au personnel du PROE Préparer un guide sur la bonne utilisation des outils de communication et de sensibilisation 	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US
	5.2.3.3 Participation accrue de la jeunesse et des jeunes cadres aux actions et aux décisions portant sur l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> • Initiative PEEL en place • Nombre d'activités élaborées dans le cadre du réseau • Système d'encadrement mis en place pour aider les bénéficiaires du PEEL 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Organiser deux stages/détachements dans le cadre du PEEL 2. Soutenir et superviser les discussions du PEEL 3. Développer des liens entre le PEEL et au moins trois programmes nationaux (ou régionaux) d'encadrement 	
	5.2.3.4 Couverture renforcée des thématiques et manifestations environnementales nationales, régionales et internationales	<ul style="list-style-type: none"> • Bulletins d'information distribués sur les activités et manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement • Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux • Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniques lors de certaines réunions régionales et internationales 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Assurer la couverture médiatique des délégations et préoccupations océaniques dans le cadre d'au moins deux conférences des Parties à des accords multilatéraux sur l'environnement ou des réunions régionales bénéficiant du soutien du PROE. 2. Dispenser une formation sur les médias aux délégués océaniques participant à des conférences régionales et internationales sur l'environnement. 3. Préparer un guide à l'intention des délégués participant aux conférences des Parties aux accords multilatéraux sur l'environnement couvertes par le « Périples océaniques ». 	
	5.2.3.5 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres grâce aux médias	<ul style="list-style-type: none"> • Publications du PROE produites et distribuées conformément à la Stratégie intégrée de communication et aux Directives sur les publications du PROE • Personnel du PROE mieux équipé pour développer des relations avec les médias afin de sensibiliser le public • Matériels de relations publiques du PROE produits et diffusés • Au moins une activité/manifesteration médiatique accueillie par le PROE au niveau régional ou national pour attirer l'attention sur le PROE et son travail 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Logo du PROE bien en vue pendant au moins deux manifestations parrainées par le PROE et coordonnées dans les pays insulaires océaniques 2. Proposer au moins deux ateliers de formation au personnel du PROE pour renforcer les liens avec les médias 3. Diffuser les matériels promotionnels du PROE sur des stands océaniques dans le cadre du « Périples océaniques » 4. Coordonner une manifestation visant à faire connaître le PROE dans un pays membre océanique 5. Assurer la couverture médiatique des réunions et manifestations du PROE 	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US
	5.2.3.6 Capacité médiatique du Pacifique renforcée pour aborder les thématiques environnementales et améliorer leur compréhension	<ul style="list-style-type: none"> • Production de documents dans le but d'aider les médias océaniques à diffuser des informations factuelles • Formation proposée aux médias océaniques pour renforcer la couverture des thématiques environnementales 	1. Dispenser une formation aux médias et élaborer un guide pour au moins deux pays membres du PROE	
		<ul style="list-style-type: none"> • Production de matériels à l'intention des Membres pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux • Prise en compte des médias dans les comités nationaux d'étude et de planification des projets environnementaux • Nombre de stratégies nationales de communication tenant compte des relations publiques et des médias • Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Produire au moins deux fiches d'information et les publier au format électronique pour aider les pays membres océaniques à travailler avec les médias et à développer leurs compétences relationnelles 2. Organiser au moins deux sessions de formation dans les pays membres pour développer les techniques médiatiques des environnementalistes 	
	5.2.3.7 Soutien fourni au PROE et aux Membres dans le cadre des activités de communication et de la couverture médiatique des manifestations régionales et internationales	<ul style="list-style-type: none"> • Bulletins d'information distribués sur les activités et manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement • Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniques lors de certaines réunions régionales et internationales 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Actualiser la page Facebook PROE.PEIN et les blogs du PROE à l'aide d'articles couvrant les préoccupations et les délégations océaniques pendant au moins deux conférences des Parties à des AME 2. Coordonner les campagnes de communication du « Périples océaniques » en consultation avec les pays membres pendant au moins deux conférences des Parties à des AME et/ou des manifestations océaniques 	
5.2.3.8 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres aux échelons régional et international	<ul style="list-style-type: none"> • Matériels de relations publiques produits conformément aux directives du PROE en matière d'impact et d'identité dans le cadre de la Stratégie de communication intégrée du PROE • Site web du PROE contenant des informations actualisées et pertinentes, soumises à un contrôle qualité conformément à la Stratégie de communication intégrée du PROE 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Élaborer des matériels promotionnels pour attirer l'attention sur les activités menées par le PROE dans la région 2. Diffuser ces matériels pour accroître la notoriété du PROE 3. Actualiser le site du PROE en publiant un bulletin d'information au moins une fois par semaine 		

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US									
	5.2.3.9 Préparation et diffusion de publications et de matériels sur les thématiques abordées et les travaux réalisés par le PROE	<ul style="list-style-type: none"> Toutes les publications du PROE (écrites, audiovisuelles et Internet) sont de haute qualité, conformément aux directives du PROE en matière de visibilité, et sont largement diffusées aux publics visés 	1. Produire des publications et matériels de haute qualité										
Volet : 5.3 – Finances et administration													
C5.3.1 Fournir des informations et des rapports financiers et administratifs transparents, explicables et opportuns	5.3.1.1 États financiers fiables présentés en temps voulu à la Conférence du PROE.	<ul style="list-style-type: none"> États financiers annuels approuvés sans réserve par les commissaires aux comptes. 	1. Préparer les états financiers annuels en temps voulu et obtenir l’approbation sans réserve des commissaires aux comptes	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 1 013 907</th> </tr> <tr> <th>Frais de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Frais d’investissement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>549 201</td> <td>421 706</td> <td>43 000</td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 1 013 907			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement	549 201	421 706	43 000
	Sous-total – 1 013 907												
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement										
	549 201	421 706	43 000										
5.3.1.2 Présentation en temps voulu de rapports financiers fiables aux donateurs	<ul style="list-style-type: none"> Exigences des donateurs respectées en matière de rapports financiers. 	1. Fournir en temps voulu des rapports financiers et de vérification des comptes fiables à la demande des donateurs	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="2">Source de financement</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Chine Budget de base Soutien aux prog.</td> <td>150 000 580 157 283 750</td> </tr> </tbody> </table>	Source de financement		Chine Budget de base Soutien aux prog.	150 000 580 157 283 750						
Source de financement													
Chine Budget de base Soutien aux prog.	150 000 580 157 283 750												
5.3.1.3 Présentation de rapports de gestion financière à la Direction et aux programmes	<ul style="list-style-type: none"> Services administratifs et programmes du PROE ayant accès à des informations financières propices au bon fonctionnement du Secrétariat. 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir les rapports mensuels (financiers, budgétaires et sur les projets) requis par la direction et les agents Fournir des services financiers professionnels et des conseils pertinents aux agents 											
5.3.1.4 Fourniture de processus de gestion intégrée des risques financiers	<ul style="list-style-type: none"> Facteurs de risques financiers régulièrement évalués et mesures d’atténuation des risques élaborées et régulièrement mises à jour. 	<ol style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre le projet sur le nouveau système comptable en tenant compte des besoins de l’organisation Apporter les améliorations formulées dans les recommandations approuvées des auditeurs internes Réviser et améliorer le système comptable et les procédures administratives et financières Réviser et actualiser les règlements financiers conformément aux meilleures pratiques en la matière Recenser, évaluer et réviser les procédures et risques financiers et apporter les améliorations nécessaires pour minimiser les risques Gérer le placement des réserves et excédents du PROE 											

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2014	Prévisions budgétaires \$US						
	5.4.4.1 Gestion et administration des biens	<ul style="list-style-type: none"> Plans et systèmes de gestion durable des infrastructures et des biens en place et régulièrement évalués et actualisés 	<ol style="list-style-type: none"> Mettre à jour les systèmes, politiques et procédures pertinents de gestion et d'administration des biens Veiller à ce que tous les biens soient dûment entretenus, assurés et protégés Fournir des services d'appui administratif à l'ensemble du personnel et des locataires et procéder à leur examen si nécessaire 							
Volet : 5.4 – Gestion des ressources humaines										
C5.4.1 Conseils, politiques et procédures fournis de manière efficace et en temps utile en vue de la gestion des ressources humaines	5.4.1.1 Conseils et planification stratégiques en matière de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> Conseils stratégiques fournis en matière de gestion des ressources humaines 	1. Fournir des conseils réguliers, pertinents et pratiques à la direction générale sur les questions stratégiques de gestion des ressources humaines conformément aux meilleures pratiques	<p align="center">Sous-total – 330 563</p> <table border="1"> <tr> <td>Frais de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Frais d'investissement</td> </tr> <tr> <td align="center">223 063</td> <td align="center">101 500</td> <td align="center">6 000</td> </tr> </table>	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	223 063	101 500	6 000
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement							
	223 063	101 500	6 000							
5.4.2.1 Règlement du personnel et politiques et procédures de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> Règlement du personnel révisé et régulièrement mis à jour Politiques de gestion des ressources humaines en place et régulièrement examinées et actualisées conformément aux meilleures pratiques actuelles et de sorte à répondre aux besoins de recrutement et de fidélisation du personnel Analyse et évaluation des postes réalisées pour répondre aux besoins de l'organisation 	<ol style="list-style-type: none"> Veiller au respect du règlement du personnel, attirer l'attention sur les écarts et s'assurer qu'il continue d'être adapté aux réalités de l'organisation Réviser et actualiser les politiques et procédures de gestion des ressources humaines et élaborer les politiques nécessaires pour refléter les meilleures pratiques actuelles Participer aux activités du groupe de travail du CORP sur l'harmonisation, notamment à son plan de travail Poursuivre la mise en œuvre du projet sur les systèmes d'information concernant les ressources humaines Descriptions de poste actualisées de sorte à refléter la structure de l'Organisation et les fonctions associées Continuer de recenser les domaines de développement des ressources humaines et veiller au recrutement et à la <i>fidélisation</i> d'agents qualifiés 	<p align="center">Source de financement</p> <table border="1"> <tr> <td>Budget de base</td> <td align="center">222 493</td> </tr> <tr> <td>Soutien aux prog. À identifier</td> <td align="center">35 070 73 000</td> </tr> </table>	Budget de base	222 493	Soutien aux prog. À identifier	35 070 73 000			
Budget de base	222 493									
Soutien aux prog. À identifier	35 070 73 000									
5.4.3.1 Système d'amélioration des résultats personnels et formation et perfectionnement	<ul style="list-style-type: none"> Système d'amélioration des résultats personnels appliqué dans l'ensemble de l'Organisation, en établissant des liens avec la rémunération Plans de formation et de perfectionnement pris en compte 	<ol style="list-style-type: none"> Évaluer le nouveau Système d'amélioration des résultats personnels et recenser les domaines pouvant être améliorés Recenser les possibilités de formation et de perfectionnement conformément aux plans associés dans l'optique du perfectionnement professionnel et du renforcement des capacités 								

TOTAL PRIORITÉ 5	Frais de personnel	2 364 000
	Frais de fonctionnement	1 302 176
	Frais d'investissement	115 400
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>3 781 576</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES \$US	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	85 310
	AUXXB	4 911
	Budget de base	1 326 077
	NZXB	151 885
	Soutien aux prog.	795 817
Frais de fonctionnement :	AUXXB	140 000
	Budget de base	906 936
	Chine	110 000
	NZXB	28 000
Frais d'investissement :	À identifier	117 240
	Chine	440 000
	Budget de base	75 400
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	3 424 450	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	117 240	

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2014 - Par cible

Changement climatique

	1.1.1.1	1.1.1.2	1.1.2.1	1.1.3.1	1.2.1.1	1.2.1.2	1.2.1.3	1.2.1.4	1.2.2.1	1.2.3.1	1.2.3.2	1.3.1.1	1.3.2.1	1.3.3.1	1.3.4.1	2014
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	Dépenses prévues															
I. FRAIS DE PERSONNEL																
Directrice de la division Changement climatique	11,932	11,932	11,932	11,932	11,932	11,932	11,932	11,932	11,932	11,932	10,228	10,228	10,228	10,228	10,228	170,464
Conseiller en changement climatique	13,299	13,299	26,598	26,598	13,299	6,650	-	-	6,650	13,299	13,299	-	-	-	-	132,991
Conseillère en adaptation au changement climatique	27,091	18,060	-	-	9,030	9,030	-	-	13,545	13,545	-	-	-	-	-	90,302
Spécialiste en météorologie et climatologie	-	-	-	-	19,165	-	38,330	38,330	-	-	-	-	-	-	-	95,826
Chargé de la surveillance et de l'évaluation du changement climatique	14,740	-	-	-	58,960	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	73,700
Spécialiste de la gestion des connaissances	-	-	14,733	-	-	78,578	-	-	-	-	-	-	-	-	-	93,311
Responsable du PIGGAREP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10,566	73,959	10,566	10,566	105,656
Responsable de l'atténuation du changement climatique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8,701	60,910	8,701	8,701	87,014
Responsable du PACC	44,009	44,009	-	-	45,343	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	133,362
Chargé de projet - PACC	-	-	-	-	84,434	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	84,434
Chargé des opérations et des finances (PACC)	23,932	23,932	-	-	24,657	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	72,520
Coordinateur du PI-GOOS	-	-	-	-	-	-	79,670	19,917	-	-	-	-	-	-	-	99,587
Conseillère en coordination sur le changement climatique	-	-	-	-	29,756	39,675	-	-	29,756	-	-	-	-	-	-	99,187
Responsable du FINPAC	-	-	-	-	51,186	-	34,124	-	-	-	-	-	-	-	-	85,310
Chargé de communication sur le changement climatique	-	-	-	-	-	19,227	-	-	19,227	-	-	-	-	-	-	38,453
Secrétaire du programme Aveniris océaniens	1,663	-	1,663	1,663	1,663	1,478	-	1,478	1,478	-	1,478	1,478	1,478	1,478	1,478	18,480
TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL	136,666	111,233	54,927	40,194	349,426	166,570	164,056	71,659	82,588	38,777	25,005	30,973	146,575	30,973	30,973	1,480,597
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT																
Dépenses d'administration	78,054	247,777	3,560	2,055	129,121	10,058	16,910	4,557	2,710	2,250	430	-	71,554	-	-	569,036
Frais généraux	62,350	21,750	4,800	550	95,000	9,750	6,775	2,225	1,100	1,100	300	1,200	7,900	300	600	215,700
Consultants	321,055	451,255	6,000	-	314,200	15,000	102,308	24,786	-	-	-	-	375,000	-	-	1,609,603
Réunions/Conférences	15,000	17,000	40,000	-	89,343	23,200	16,021	4,200	14,700	19,200	4,000	-	80,000	-	-	322,664
Formation - ÉTIO	51,500	61,500	-	-	108,500	30,000	12,000	-	-	-	-	-	-	-	-	263,500
Détachements - ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	73,406	180,906	-	-	108,637	7,700	23,500	9,000	8,700	2,200	-	-	30,000	10,000	-	454,049
Manifestations spéciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20,000	-	-	20,000
Financements de projets versés directement aux pays	278,393	2,872,380	-	20,000	663,542	-	-	-	-	-	-	-	500,000	-	-	4,334,315
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	879,758	3,852,568	54,360	22,605	1,508,343	95,708	177,514	44,768	27,210	24,750	4,730	1,200	1,084,454	10,300	600	7,788,867
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT																
Dépenses d'investissement	5,900	11,100	-	-	134,429	-	600	-	-	-	-	-	3,000	-	-	155,029
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	5,900	11,100	-	-	134,429	-	600	-	-	-	-	-	3,000	-	-	155,029
TOTAL GÉNÉRAL	1,022,325	3,974,901	109,287	62,799	1,992,198	262,278	342,170	116,426	109,798	63,527	29,735	32,173	1,234,029	41,273	31,573	9,424,493

Cibles

- 1.1.1.1 Intégration de l'adaptation au changement climatique, y compris des approches écosystémiques, et de la réduction des risques dans les stratégies de développement durable
- 1.1.1.2 Les enseignements des efforts d'adaptation, y compris ceux déployés dans le cadre du PACC, documentés dans au moins cinq pays participant à ce projet
- 1.1.2.1 D'ici 2015, tous les projets d'adaptation seront conformes aux objectifs régionaux approuvés
- 1.1.3.1 D'ici 2015, les ressources consacrées à l'adaptation auront sensiblement augmenté : augmentation des fonds décaissés et du nombre de projets mis en œuvre
- 1.2.1.1 Au moins 10 Membres ont renforcé leur capacité institutionnelle et pourront utiliser les informations sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes lors de l'élaboration de politiques
- 1.2.1.2 D'ici 2011, élaboration d'un portail sur le changement climatique et exécution d'au moins cinq programmes de sensibilisation et stratégies de communication
- 1.2.1.3 Mise en œuvre de toutes les recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux
- 1.2.1.4 Au moins 14 services météorologiques nationaux ont amélioré l'accès aux outils et aux connaissances scientifiques appliquées sur les moteurs du climat océanique et les prévisions en la matière et se seront dotés de bases de données nationales sur le climat et les catastrophes naturelles
- 1.2.2.1 Participation et prise de décision éclairées pour répondre aux impacts du changement climatique
- 1.2.3.1 D'ici 2015, participation efficace de tous les pays insulaires océaniques aux principales négociations internationales sur le changement climatique
- 1.2.3.2 Nombre accru de contributions de la région au cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
- 1.3.1.1 Développement des capacités des ressources humaines, renforcement institutionnel et formation à l'environnement appuyés
- 1.3.2.1 D'ici 2015, les technologies à haut rendement énergétique seront largement utilisées dans la région
- 1.3.3.1 D'ici 2015, tous les Membres disposeront d'inventaires précis de leurs émissions et d'évaluations de leurs besoins techniques
- 1.3.4.1 D'ici 2015, tous les Membres seront dotés d'une autorité nationale d'application des mécanismes de compensation des émissions de carbone et auront élaboré des projets au titre du Mécanisme pour un développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2014 - Par cible
Biodiversité et gestion écosystémique

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE

I. FRAIS DE PERSONNEL

	2.1.1.1	2.1.1.2	2.1.1.3	2.1.1.4	2.1.1.5	2.1.1.6	2.1.2.1	2.1.3.1	2.1.4.1	2.1.5.1	2.2.1.1	2.2.1.2	2.2.2.1	2.2.2.2	2.2.2.3
	Dépenses prévues														
Directeur - Biodiversité et gestion écosystémique	10,050	-	10,050	-	-	-	10,050	10,050	10,050	10,050	-	10,050	10,050	-	-
Conseillère en biodiversité	75,650	-	-	-	-	-	10,807	10,807	10,807	-	-	-	-	-	-
Spécialiste de la gestion des écosystèmes terrestres	13,575	67,876	-	-	-	-	-	9,050	-	-	-	-	-	-	-
Conseiller en gestion côtière et marine	-	18,102	12,068	60,341	-	6,034	24,136	-	-	-	-	-	-	-	-
Responsable de la base de données sur les tortues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Spécialiste des espèces envahissantes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseiller sur les espèces menacées et migratrices	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,522	32,211	21,167
Responsable Ramsar pour l'Océanie	-	-	-	-	45,752	32,026	9,150	-	4,575	-	-	-	-	-	-
Coordinateur des projets du FEM	8,755	4,377	4,377	-	-	4,377	-	-	-	-	-	-	-	4,377	-
Agent océanien chargé de la CMS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	85,447	-	-	-
Responsable du Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Spécialiste de l'adaptation écosystémique	-	-	-	-	-	-	91,497	-	-	-	-	-	-	-	-
Responsable de la coordination sur le changement climatique	-	-	-	-	-	-	38,453	-	-	-	-	-	-	-	-
Secrétaire - Écosystèmes insulaires	1,384	-	-	-	-	-	1,384	1,384	1,384	1,186	-	1,186	-	-	1,186
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	109,414	90,355	26,496	60,341	45,752	42,437	185,478	31,291	26,817	11,237	-	96,684	15,572	36,588	22,353

II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Dépenses d'administration	16,957	3,640	1,547	29,161	2,440	3,390	17,484	737	259	237	-	1,782	446	1,224	779
Frais généraux	15,646	1,700	365	18,050	1,600	900	33,690	365	590	365	-	3,915	755	1,740	240
Consultants	22,500	2,500	12,500	85,404	-	33,500	108,000	-	-	-	-	-	-	-	-
Réunions/Conférences	17,000	5,600	2,000	148,451	12,000	2,000	40,000	7,000	2,000	2,000	-	5,000	3,700	-	-
Formation - ÉTIO	8,000	4,000	4,000	-	6,000	4,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Détachements - ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	22,000	33,100	7,100	20,000	-	5,000	42,500	-	-	-	-	5,400	-	4,500	-
Manifestations spéciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements de projets versés directement aux pays	133,220	217,996	145,331	-	-	24,222	-	-	-	-	-	3,500	-	36,277	7,550
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	235,322	268,536	172,842	301,066	22,040	73,012	241,674	8,102	2,849	2,602	-	19,597	4,901	43,741	8,569

III. FRAIS D'INVESTISSEMENT

Dépenses d'investissement	-	-	-	2,500	250	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	-	-	2,500	250	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	344,736	358,891	199,338	363,907	68,042	115,449	427,152	39,393	29,666	13,838	-	116,280	20,473	80,329	30,922

Cibles

- 2.1.1.1 Au moins 50 % de tous les Membres exécutant leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (ou leurs équivalents)
- 2.1.1.2 D'ici 2015, les Membres auront augmenté le nombre ou l'étendue des aires de conservation terrestres et marines dûment gérées par rapport à 2010
- 2.1.1.3 Au moins une aire marine protégée (AMP) dûment gérée par chaque pays ou territoire insulaire océanien
- 2.1.1.4 Au moins une initiative régionale sur le paysage océanique pleinement opérationnelle
- 2.1.1.5 D'ici 2015, au moins deux nouveaux pays insulaires océaniques auront ratifié la Convention de Ramsar
- 2.1.1.6 D'ici 2015, mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides, coordonnée avec tous les partenaires
- 2.1.2.1 D'ici 2015, cinq exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique mis en œuvre par les Membres insulaires
- 2.1.3.1 Groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels et jouant le rôle de coordinateurs régionaux dans ce domaine
- 2.1.4.1 Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME
- 2.1.5.1 Recensement du nombre de zones d'importance écologique ou biologique dans le cadre de la CDB
- 2.2.1.1 Plan d'action régional sur les espèces marines révisé et actualisé en 2012
- 2.2.1.2 D'ici 2015, ratification par au moins quatre Membres de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) ou ses mémorandums d'entente
- 2.2.2.1 D'ici 2015, intégration des priorités régionales concernant les espèces dans les politiques et programmes régionaux et internationaux pertinents
- 2.2.2.2 D'ici 2015, élaboration et mise en œuvre de deux plans régionaux et quatre plans nationaux de reconstitution des espèces
- 2.2.2.3 Mise en œuvre d'une législation nouvelle ou actualisée concernant les espèces sauvages

cont'

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2014 - Par cible
Biodiversité et gestion écosystémique

	2.2.3.1	2.2.4.1	2.2.5.1	2.2.5.2	2.2.5.3	2.3.1.1	2.3.1.2	2.3.1.3	2.3.2.1	2.3.3.1	2.3.4.1	2.3.4.2	2.3.5.1	2.3.5.2	2.3.6.1	2014
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	Dépenses prévues															
I. FRAIS DE PERSONNEL																
Directeur - Biodiversité et gestion écosystémique	10,050	10,050	10,050	-	-	10,050	-	-	10,050	10,050	10,050	-	8,375	-	8,375	167,506
Conseillère en biodiversité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	108,071
Spécialiste de la gestion des écosystèmes terrestres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	90,501
Conseiller en gestion côtière et marine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	120,681
Responsable de la base de données sur les tortues	77,139	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	77,139
Spécialiste des espèces envahissantes	-	-	-	-	-	27,915	9,970	6,979	5,982	6,979	4,985	4,985	14,955	6,979	9,970	99,697
Conseiller sur les espèces menacées et migratrices	-	14,725	4,602	4,602	9,203	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	92,030
Responsable Ramsar pour l'Océanie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91,503
Coordinateur des projets du FEM	-	-	-	-	-	21,887	8,755	8,755	-	-	-	-	-	-	21,887	87,547
Agent océanien chargé de la CMS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	85,447
Responsable du Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes	-	-	-	-	-	13,097	4,366	7,858	17,462	16,589	4,366	4,366	19,209	-	-	87,312
Spécialiste de l'adaptation écosystémique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	91,497
Responsable de la coordination sur le changement climatique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	38,453
Secrétaire - Écosystèmes insulaires	1,186	1,186	-	-	1,186	-	1,186	-	1,186	1,186	-	1,186	1,186	-	1,186	19,770
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	88,376	25,961	14,652	4,602	10,389	72,949	24,276	23,592	34,681	34,805	19,401	10,537	43,725	6,979	41,418	1,257,154
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT																
Dépenses d'administration	2,085	831	241	157	362	20,805	1,091	898	1,714	265	213	16	543	-	187	109,483
Frais généraux	6,848	1,805	905	265	315	5,545	410	580	635	1,145	625	160	925	-	365	100,449
Consultants	-	5,000	-	-	-	52,500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	321,904
Réunions/Conférences	1,500	1,500	1,500	-	-	8,000	-	-	12,500	1,500	1,500	-	4,500	-	1,500	280,751
Formation - ÉTIO	1,000	-	-	1,300	1,300	7,500	5,000	-	-	-	-	-	-	-	7,500	49,600
Détachements - ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	10,000	-	-	-	-	7,500	15,500	8,400	4,000	-	-	-	-	-	7,500	192,500
Manifestations spéciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements de projets versés directement aux pays	-	-	-	-	2,000	161,538	23,077	34,615	-	-	-	-	-	-	380,769	1,170,096
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	21,433	9,136	2,646	1,722	3,977	263,388	45,078	44,493	18,849	2,910	2,338	176	5,968	-	397,821	2,224,783
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT																
Dépenses d'investissement	1,500	-	-	-	-	2,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,250
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	1,500	-	-	-	-	2,000	-	6,250								
TOTAL GÉNÉRAL	111,308	35,097	17,297	6,323	14,366	338,337	69,354	68,085	53,529	37,714	21,738	10,713	49,692	6,979	439,238	3,488,187

- 2.2.3.1 Adoption par les Membres de la base de données TREDS
- 2.2.4.1 D'ici 2015, achèvement de l'examen du statut des espèces menacées et évaluation régionale des effets positifs sur l'enrayement du déclin des populations de ces espèces
- 2.2.5.1 D'ici 2015, ratification de la Convention CITES par au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniques
- 2.2.5.2 Formation des responsables scientifiques terminée en vue de la mise en œuvre de l'article 4 de la CITES (avis de commerce non préjudiciable)
- 2.2.5.3 Élaboration d'un modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines
- 2.3.1.1 D'ici 2013, les priorités régionales concernant les espèces envahissantes seront recensées suite à une analyse des lacunes des Directives pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique et des mesures concertées seront prises en conséquence
- 2.3.1.2 D'ici 2015, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux
- 2.3.1.3 D'ici 2015, adoption par cinq Membres insulaires de l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes
- 2.3.2.1 D'ici 2015, tous les États et Territoires insulaires océaniques seront membres du PILN
- 2.3.3.1 D'ici 2015, de bons exemples de campagnes de sensibilisation et d'éducation adaptés aux besoins de la région auront été mis en place
- 2.3.4.1 D'ici 2013, une étude pilote aura été réalisée pour démontrer les coûts économiques réels et potentiels d'espèces envahissantes spécifiques et les avantages économiques d'interventions efficaces
- 2.3.4.2 D'ici 2014, une campagne de marketing social aura été réalisée afin de promouvoir l'importance politique des enjeux relatifs aux espèces envahissantes et d'accroître les financements qui y sont consacrés
- 2.3.5.1 D'ici 2015, existence de signes tangibles d'une coordination régionale améliorée pour le partage de l'information sur la situation et la répartition des espèces envahissantes
- 2.3.5.2 Un grand projet sur les espèces envahissantes inclus dans le programme du FEM-5
- 2.3.6.1 D'ici 2015, des projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication auront été menés dans le cadre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et d'initiatives complémentaires

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2014 - Par cible
Gestion des déchets et lutte contre la pollution

	3.1.1.1	3.1.1.2	3.1.1.3	3.1.1.4	3.1.1.5	3.2.1.1	3.2.1.2	3.2.1.3	3.3.1.1	3.3.1.2	3.3.1.3	3.3.1.4	3.3.2.1	2014
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	Dépenses prévues													
I. FRAIS DE PERSONNEL														
Directeur - Gestion des déchets et lutte contre la pollution	47,026	15,675	-	-	31,351	-	-	15,675	-	15,675	15,675	7,838	7,838	156,754
Conseiller en pollution	23,728	29,660	-	-	-	11,864	11,864	-	5,932	11,864	5,932	-	17,796	118,640
Conseillère en gestion des déchets solides	28,410	-	5,682	5,682	39,774	-	5,682	5,682	5,682	5,682	-	11,364	-	113,640
Conseiller en gestion des déchets dangereux	16,467	-	-	-	21,956	10,978	-	5,489	-	54,890	-	-	-	109,780
Spécialiste de la pollution marine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coordinateur de l'Alliance FEM-Pacifique	17,628	-	-	-	61,698	-	-	-	-	8,814	-	-	-	88,140
Directeur du projet de l'UE sur les déchets dangereux	50,650	-	-	-	5,065	5,065	-	5,065	-	-	30,390	-	5,065	101,300
Administrateur du projet de l'UE sur les déchets dangereux	35,256	-	-	-	13,221	-	-	17,628	-	-	17,628	-	4,407	88,140
Assistant de programme	2,535	2,535	-	-	2,535	2,535	-	-	-	-	2,386	-	2,386	14,910
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	221,700	47,870	5,682	5,682	175,600	30,442	17,546	49,539	11,614	96,925	72,011	19,202	37,491	791,304
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT														
Dépenses d'administration	148,884	7,630	130	180	26,650	500	-	-	1,500	30,060	7,010	7,530	3,500	233,574
Frais généraux	9,900	4,300	1,300	1,800	8,000	-	-	-	-	3,100	-	1,800	-	30,200
Consultants	20,000	35,000	-	-	30,000	-	-	-	15,000	175,000	71,000	105,000	22,000	473,000
Réunions/Conférences	128,000	7,000	-	-	90,000	-	-	-	-	64,000	5,000	-	13,000	307,000
Formation - ÉTIO	-	20,000	-	-	5,000	-	-	-	-	58,500	-	-	-	83,500
Détachements - ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	15,000	10,000	-	-	10,000	5,000	-	-	-	-	22,000	-	-	62,000
Manifestations spéciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements de projets versés directement aux pays	1,812,500	-	-	-	146,000	-	-	-	-	-	-	-	-	1,958,500
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	2,134,284	83,930	1,430	1,980	315,650	5,500	-	-	16,500	330,660	105,010	114,330	38,500	3,147,774
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT														
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	-													
TOTAL GÉNÉRAL	2,355,984	131,800	7,112	7,662	491,250	35,942	17,546	49,539	28,114	427,585	177,021	133,532	75,991	3,939,078

Cibles

- 3.1.1.1 D'ici 2015, augmentation de la part des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés par tous les Membres
- 3.1.1.2 D'ici 2015, amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq Membres insulaires
- 3.1.1.3 Exécution de programmes de minimisation des déchets fondés sur les principes du refus, de la réduction, de la réutilisation et du recyclage, lors de cinq manifestations sportives ou culturelles régionales importantes, et large diffusion des enseignements
- 3.1.1.4 Kit de communication sur la gestion des déchets élaboré d'ici 2012 et utilisé par au moins cinq Membres insulaires d'ici 2014
- 3.1.1.5 Exécution et suivi de programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution par certains Membres d'ici 2013
- 3.2.1.1 Méthodes standard de collecte, stockage, analyse et interprétation des données de pollution et de gestion des déchets en place, diffusées et utilisées par au moins six Membres insulaires
- 3.2.1.2 Augmentation du nombre d'articles pertinents publiés dans des revues, actes et autres publications scientifiques régionales et internationales
- 3.2.1.3 Tour d'horizon régional de la gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de la lutte contre la pollution publié d'ici 2015
- 3.3.1.1 Analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution achevée en 2011 et révisée en 2015, en association avec d'autres travaux comme ceux réalisés par la FAO
- 3.3.1.2 Au moins une activité régionale mise en œuvre d'ici 2012 pour combler les déficits de capacités des Membres
- 3.3.1.3 Cinq modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution identifiés et diffusés à tous les Membres et au moins un modèle reproduit chez certains Membres d'ici 2015
- 3.3.1.4 Formation sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution proposée à tous les Membres
- 3.3.2.1 Atteinte des objectifs du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique 2010-2014 (PACPOL)

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2014 - Par cible
Surveillance environnementale et gouvernance

	4.1.1.1	4.1.1.2	4.1.1.3	4.1.2.1	4.1.2.2	4.1.2.3	4.2.1.1	4.2.1.2	4.2.1.3	4.3.1.1	4.3.1.2	4.3.1.3	4.3.2.1	4.4.1.1	2,014
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	Dépenses prévues														
I FRAIS DE PERSONNEL															
Directeur - Surveillance environnementale et gouvernance	39,189	-	-	-	-	-	-	39,189	-	-	39,189	-	-	39,189	156,754
Conseiller en surveillance et planification environnementales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33,908	-	-	-	79,119	113,027
Conseiller en planification et développement des capacités	-	-	-	-	-	-	-	43,295	-	-	43,295	-	-	-	86,590
Spécialiste de la planification environnementale	47,127	-	-	47,127	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	94,253
Conseiller juridique	-	17,274	-	17,274	34,548	-	-	-	-	-	-	-	-	-	69,096
Conseiller chargé de l'assistance du FEM	-	-	-	-	-	98,737	-	-	-	-	-	-	-	-	98,737
Spécialiste de la surveillance de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-	4,698	-	28,189	-	-	61,076	93,963
Assistant de programme	5,118	-	-	-	2,388	2,388	-	2,388	-	4,777	-	-	-	-	17,060
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	91,433	17,274	-	64,401	36,936	101,125	-	84,872	4,698	38,685	110,672	-	-	179,383	729,480
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT															
Dépenses d'administration	9,339	2,180	-	2,000	14,176	15,260	-	8,005	-	2,400	8,915	-	-	12,027	74,302
Frais généraux	2,400	2,300	-	-	3,750	2,555	-	1,650	-	2,000	1,650	-	-	4,660	20,965
Consultants	16,000	5,000	-	20,000	45,000	89,286	-	-	-	-	-	-	-	-	175,286
Réunions/Conférences	10,000	4,000	-	-	-	21,900	-	16,000	-	3,000	19,000	-	-	23,000	96,900
Formation - ÉTIO	40,000	-	-	-	-	-	-	40,000	-	-	40,000	-	-	54,000	174,000
Détachements - ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	25,000	10,500	-	-	75,619	21,000	-	20,900	-	19,000	27,000	-	-	37,000	236,019
Manifestations spéciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements de projets versés directement aux pays	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL FRAIS DE FONCTIONNEMENT	102,739	23,980	-	22,000	138,545	150,001	-	86,555	-	26,400	96,565	-	-	130,687	777,472
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT															
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	1,500	-	-	1,500	-	-	-	3,000
TOTAL FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	1,500	-	-	1,500	-	-	-	3,000						
TOTAL GÉNÉRAL	194,172	41,254	-	86,401	175,481	251,126	-	172,927	4,698	65,085	208,737	-	-	310,070	1,509,952

Cibles

- 4.1.1.1 D'ici 2015, élaboration de modèles océaniques de cadres réglementaires, couvrant les études d'impact, les évaluations intégrées et les évaluations stratégiques de l'environnement
- 4.1.1.2 D'ici 2015, mise en place chez au moins cinq Membres insulaires de cadres intégrés de politiques et de réglementations favorables, inspirés des modèles océaniques
- 4.1.1.3 D'ici 2015, recensement des besoins régionaux pour veiller à ce que tous les enjeux importants soient examinés
- 4.1.2.1 D'ici 2012, actualisation et publication des examens nationaux des lois sur l'environnement réalisés dans les années 1990
- 4.1.2.2 Législation nationale adoptée et fonctionnaires formés pour appliquer les dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement
- 4.1.2.3 Les pays océaniques ayant ratifié des AME proposent de nouvelles priorités concernant l'assistance fournie par les Parties aux AME et par les donateurs potentiels
- 4.2.1.1 Tous les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs d'au moins cinq Membres insulaires participent à la planification environnementale nationale
- 4.2.1.2 D'ici 2015, les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cadres internationaux auront été intégrées dans les politiques et stratégies nationales d'au moins cinq Membres
- 4.2.1.3 Questions touchant à la condition féminine prises en compte dans les activités de planification environnementale
- 4.3.1.1 D'ici 2012, formulation et mise à l'essai de lignes directrices et de programmes régionaux normalisés concernant la formation et l'acquisition de compétences techniques en matière de surveillance, d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement
- 4.3.1.2 D'ici 2015, programme de formation à la surveillance environnementale exécuté et cours de formation des formateurs dispensé chez au moins neuf Membres insulaires
- 4.4.1.1 D'ici 2012, mise en place d'un cadre pour réaliser des évaluations et des rapports régionaux réguliers sur l'état de l'environnement et pour adopter des dispositions

ANALYSE BUDGETAIRE DETAILLEE POUR 2014 - Par résultat
DIRECTION GENERALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	5.1.0.1 Dépenses prévues	5.2.0.1 Dépenses prévues	5.3.0.1 Dépenses prévues	5.4.0.1 Dépenses prévues	2014
					DÉPENSES PRÉVUES
I. FRAIS DE PERSONNEL					
Directeur général	295,512	-	-	-	295,512
Directeur général adjoint	195,495	-	-	-	195,495
Secrétaire particulière - directeur	22,010	-	-	-	22,010
Secrétaire particulière - directeur adjoint	24,630	-	-	-	24,630
Responsable des technologies de l'information	-	115,008	-	-	115,008
Responsable du Centre d'information et de documentation	-	87,376	-	-	87,376
Conseillère financière et administrative	-	-	130,071	-	130,071
Conseillère en ressources humaines	-	-	-	110,203	110,203
Administrateur adjoint des ressources humaines	-	-	-	59,670	59,670
Agent chargé de la comptabilité et de l'administration	-	-	59,670	-	59,670
Responsable des dossiers et archives	-	24,630	-	-	24,630
Chargé des finances – Paie	-	-	17,960	-	17,960
Réceptionniste / Service à la clientèle	-	-	-	14,910	14,910
Chauffeur/commis	-	-	10,440	-	10,440
Préposée au nettoyage et au thé	-	-	8,680	-	8,680
Responsable des biens immobiliers	-	-	17,110	-	17,110
Jardinier	-	-	8,680	-	8,680
Auditrice interne	102,622	-	-	-	102,622
Chargé du suivi et de l'évaluation	85,310	-	-	-	85,310
Comptable	-	-	90,900	-	90,900
Comptable de projet	-	-	78,120	-	78,120
Chargé des finances	-	-	17,960	-	17,960
Chargé des finances – Comptes fournisseurs	-	-	17,980	-	17,980
Chargé adjoint des finances	-	-	10,440	-	10,440
Assistante chargée des dossiers et des archives	-	16,680	-	-	16,680
Préposée au nettoyage et au thé	-	-	8,680	-	8,680
Responsable des conférences et des voyages	-	-	59,670	-	59,670
Ingénieur chargé des réseaux et du soutien informatiques	-	104,526	-	-	104,526
Spécialiste du développement d'applications web	-	87,312	-	-	87,312
Chargé de l'information	-	17,110	-	-	17,110
Conseillère en communication et sensibilisation	-	105,821	-	-	105,821
Attachée de relations publiques	-	97,253	-	-	97,253
Chargé des publications	-	72,560	-	-	72,560
Développeur administrateur système	-	81,556	-	-	81,556
Spécialiste de la gestion des connaissances	-	4,911	-	-	4,911
Conseiller juridique	46,064	-	-	-	46,064
Chargé des RH – Plan d'amélioration des résultats personnels	-	-	-	17,110	17,110
Chargé des RH – Système d'information sur les ressources humaines	-	-	-	17,960	17,960
Prov-Heures sup., augmentation des résultats, etc.,	3,210	2,140	12,840	3,210	21,400
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	774,853	816,883	549,201	223,063	2,364,000
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT					
Dépenses d'administration	10,400	3,840	31,000	-	45,240
Frais généraux	19,130	130,600	380,706	81,500	611,936
Consultants	230,000	10,500	-	10,000	250,500
Réunions/Conférences	107,000	13,000	10,000	10,000	140,000
Formation - ÉTIO	-	16,500	-	-	16,500
Détachements - ÉTIO	-	3,500	-	-	3,500
Assistance dans les pays	-	10,000	-	-	10,000
Manifestations spéciales	210,000	8,000	-	-	218,000
Financements de projets versés directement aux pays	-	6,500	-	-	6,500
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	576,530	202,440	421,706	101,500	1,302,176
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT					
Dépenses d'investissement	3,000	63,400	43,000	6,000	115,400
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	3,000	63,400	43,000	6,000	115,400
TOTAL GENERAL	1,354,383	1,082,723	1,013,907	330,563	3,781,576

Résultats :

- 3.1 Direction générale
- 3.2 Information et communication
- 3.3 Finance et administration
- 3.4 Ressources humaines

**BUDGET DES SERVICES ADMINISTRATIFS
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2014**

Honoraires des commissaires aux comptes		20,400
Frais bancaires		10,000
Acquisitions de capital		
- Matériel de bureau	31,700	
- Matériel informatique	63,700	
- Équipement	<u>20,000</u>	115,400
Frais de communication		60,130
Consultants		250,500
Analyse coûts-avantages		40,000
Électricité		120,000
Assurance		104,000
Déplacements officiels		
- Vols	81,500	
- Indemnités journalières	<u>58,500</u>	140,000
Dépenses diverses		13,840
Véhicules automobiles		13,000
Fournitures de bureau		13,200
Réceptions officielles		10,000
Formation et détachements dans les ÉTIO		44,500
Affranchissement et frais de port		8,800
Impression et publications		36,800
Réparations et entretien		
- Bâtiments	10,406	
- Mobilier et matériel de bureau	13,200	
- Entretien des espaces extérieurs	<u>12,700</u>	36,306
Sécurité		28,000
Logiciels		54,800
Conférence du PROE		
- Vols	18,000	
- Indemnités journalières	7,000	
- Traduction et interprétation	135,000	
- Autres dépenses	<u>10,000</u>	170,000
Avantages sociaux		19,100
Perfectionnement du personnel		50,000
Fournitures de bureau		8,900
Cotisations/redevances de licences		21,900
Traduction et interprétation		<u>28,000</u>
Total frais de fonctionnement et d'investissement		<u>\$1,417,576</u>

DIAGRAMME 1

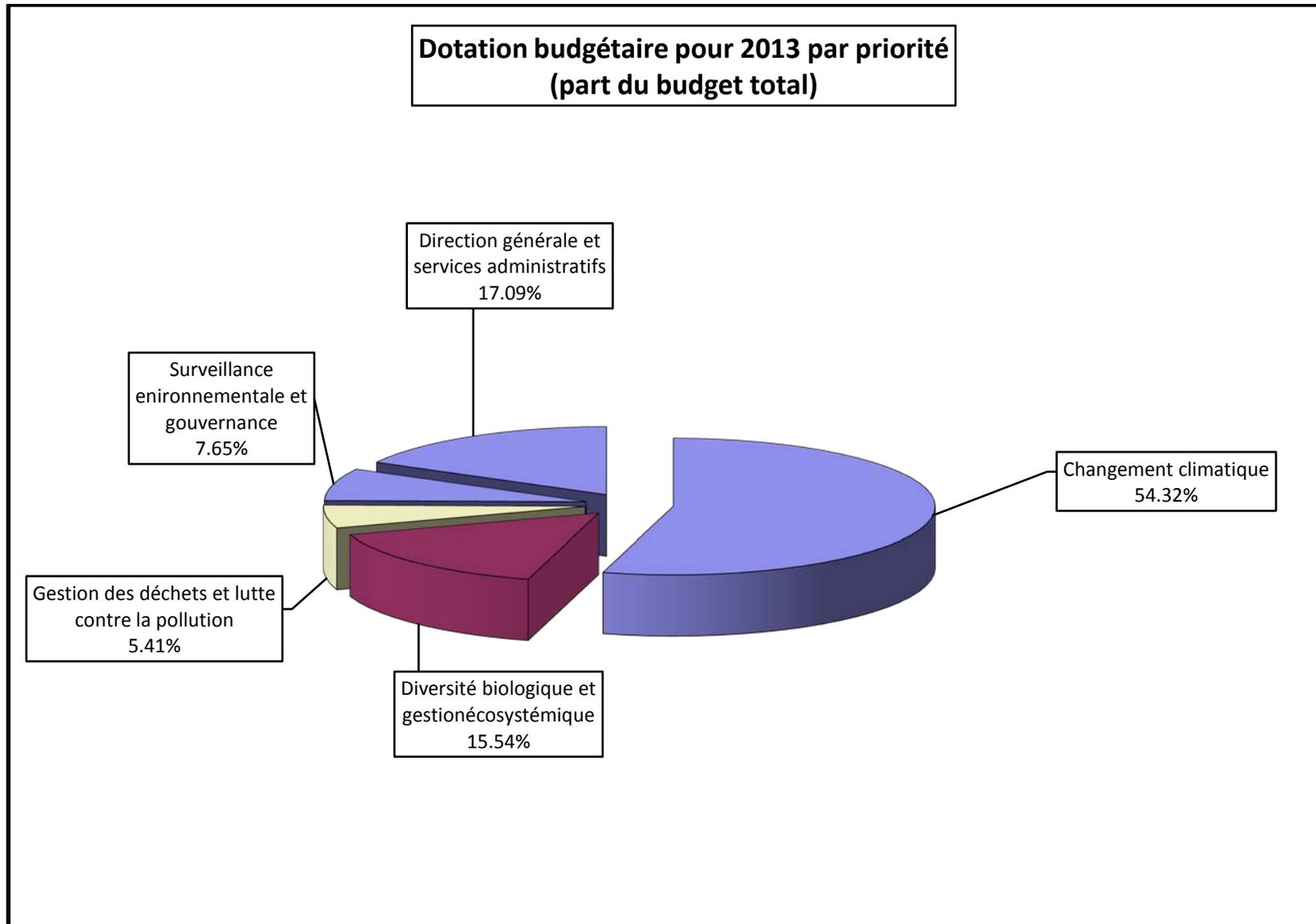


DIAGRAMME 2

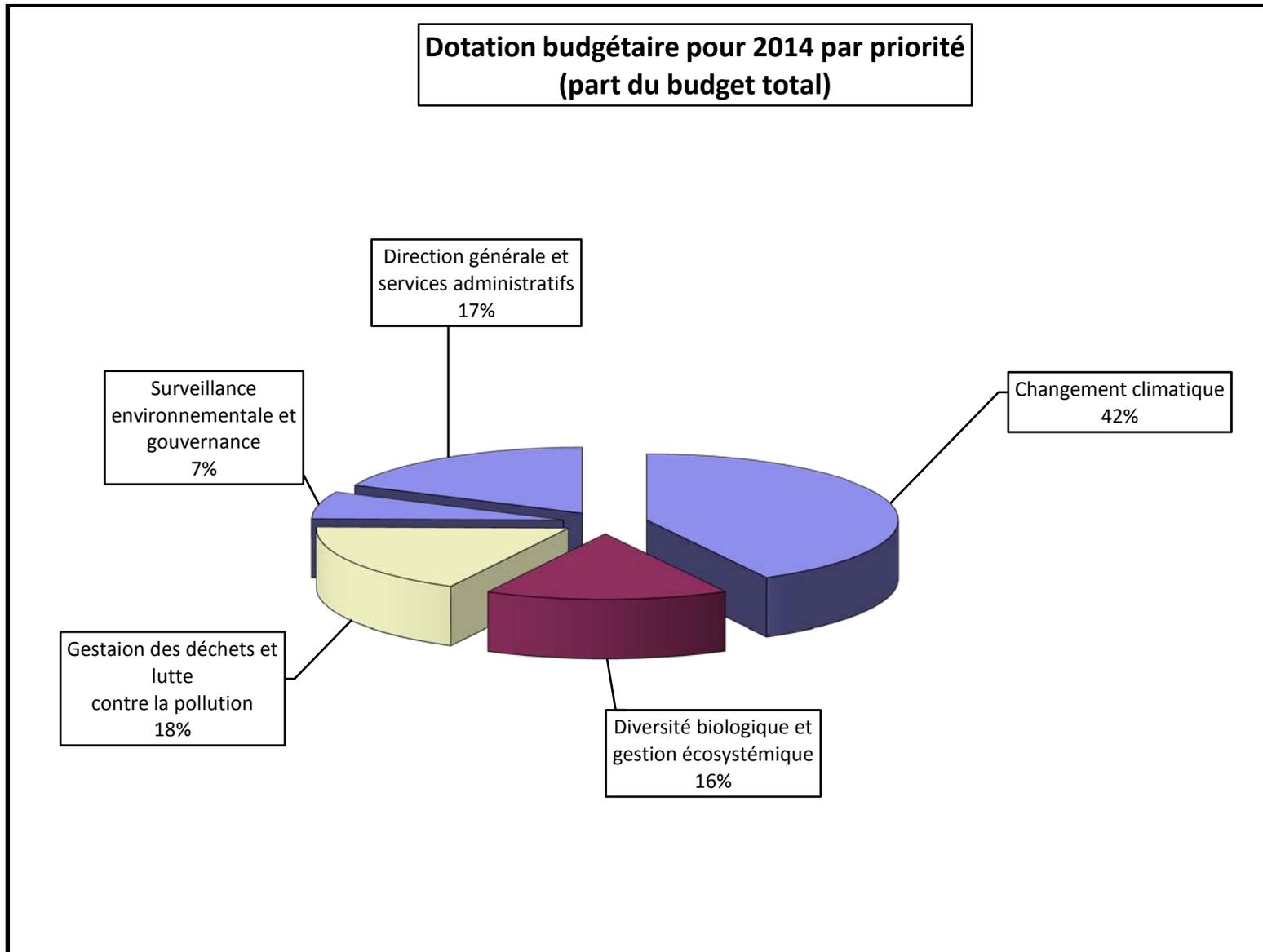


DIAGRAMME 3

